



**CENTRE D'ÉTUDES  
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

**Séminaire des Dirigeants Émergents du  
Secteur de la Sécurité**

**PROGRAMME**

**Washington, D.C.**

**23 octobre - 9 novembre 2017**





# CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

## SÉMINAIRE DES DIRIGEANTS ÉMERGENTS DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

**23 octobre - 9 novembre 2017  
Washington, D.C., États-Unis**

### PROGRAMME

#### TABLE DES MATIÈRES

Introduction

Carte de l'Afrique

Séance inaugurale et aperçu du cours

#### **Module 1 : Défis en matière de leadership et de stratégie de sécurité nationale**

Séance plénière 1 : Leadership efficace dans le secteur de la sécurité en Afrique

Groupe de discussion - Étude de cas : Application des principes du leadership éthique à l'Afrique

Séance plénière 2 : Stratégie de sécurité nationale : Principes fondamentaux et gestion des ressources

Séance plénière 3 : Mécanismes régionaux pour la résolution des conflits

Séance plénière 4 : Adaptation de la stratégie de sécurité nationale en période de changement

Leadership visionnaire : Visite à Mount Vernon

Exercice de restitution : Stratégies de sécurité nationale

## **Module 2 : Résolution des défis sécuritaire**

Séance plénière 5 : Tendances dans l'évolution du paysage sécuritaire africain

Groupe de discussion - Étude de cas : Lien sécurité-développement

Séance plénière 6 : Le genre et le secteur de la sécurité

Séance plénière 7 : Menaces transnationales

Séance plénière 8 : Stratégie de sécurité maritime

Séance plénière 9 : Focus sur un conflit : Lutte contre l'extrémisme violent au lac Tchad et dans la Corne de l'Afrique

Séance plénière 10 : Focus sur un conflit : Résolution de la guerre civile au Soudan du Sud et en République centrafricaine

Séance plénière 11 : Focus sur un conflit : Crises de gouvernance au Cameroun et au Mozambique

Séance plénière 12 : Défis sécuritaire en Afrique : Perspective d'avenir

Table ronde publique : Reconstruction des communautés africaines après un conflit

Exercice de restitution : Résolution des problèmes de sécurité

## **Module 3 : Mobiliser les partenaires externes en matière de sécurité**

Séance plénière 13 : Mobiliser les partenaires extérieurs en matière sécurité

Séance plénière 14 : Priorités de la Politique d'Afrique du Département de la défense des États-Unis

Séance plénière 15 : Priorités de la Politique d'Afrique du Département d'État programmes USAID

Séance plénière 16 : Société civile et politique États-Unis - Afrique

Séance plénière 17 : L'Union européenne en Afrique

Séance plénière 18 : La Chine en Afrique

Séance plénière 19 : Partenaires externes émergents

Groupe de discussion - Étude de cas : Coordination et mobilisation de l'assistance pour l'Afrique

Exercice de restitution : Coordination et mobilisation de l'assistance pour l'Afrique



## **Introduction**

*« Le rôle de dirigeant doit être bien compris. Des modalités adéquates permettant d'encourager et de désigner des chefs dynamiques doivent être mises en œuvre. Il est également indispensable de favoriser la responsabilisation et la transparence dans l'exercice des fonctions de dirigeant. Il est impératif de transcender la notion de dirigeant comme préoccupation personnelle pour en faire une culture du leadership en tant qu'institution ». (M. Salim Ahmed Salim, ancien Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine)<sup>1</sup>*

*« Un processus continu d'autoformation, d'éducation, de formation et d'expérience permet de former des bons chefs ». (Général de brigade (ret.) Daniel K. Frimpong, ancien commandant de l'Académie militaire du Ghana)<sup>2</sup>*

## **À propos du CESA**

Le Centre d'études stratégiques sur l'Afrique apporte son soutien à la politique africaine des États-Unis en collaborant avec les pays africains en vue d'améliorer la sécurité et de promouvoir la démocratie en Afrique. Le CESA poursuit sa mission en encourageant le professionnalisme et les principes démocratiques dans le secteur de la sécurité en Afrique par l'intermédiaire de programmes qui visent à harmoniser les points de vue sur les problèmes de sécurité communs, à éduquer sur le rôle de la sécurité dans les sociétés civiles et en refusant tout appui idéologique au terrorisme et à l'extrémisme. Les programmes du CESA ont aussi pour objectif de favoriser une interaction productive entre les hauts responsables militaires et civils et à établir des réseaux professionnels viables.

Depuis ses débuts en 1999, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique a favorisé la démocratie et amélioré le professionnalisme du secteur de la sécurité en Afrique par l'intermédiaire de programmes qui favorisent une interaction utile entre les hauts responsables civils et militaires et établissent des réseaux professionnels viables. Il a fourni un forum de type académique aux professionnels du domaine de la sécurité leur permettant d'identifier et d'évaluer les menaces à la sécurité actuelles et nouvelles, de s'entendre sur les stratégies et le partage des responsabilités au niveau de la sécurité régionale et nationale, et enfin de renforcer sur le plan international les meilleures pratiques reconnues dans leurs différentes sphères d'activité. Le programme du centre réservé à l'amicale encourage l'établissement de relations avec les plus de 8 000 anciens participants ayant participé à ses programmes afin de leur permettre de poursuivre le dialogue et la collaboration sur des questions de sécurité importantes à leur retour chez eux.

## **Pourquoi réaliser un tel programme ?**

Il existe un consensus général parmi les responsables, les chercheurs et les praticiens qui affirment que le succès du continent repose sur un leadership efficace et éthique.

Vous avez déjà reçu un volume considérable de formation sur le professionnalisme, l'éthique, le leadership/la prise de décision au cours de votre éducation militaire officielle et grâce à des expériences extérieures au domaine universitaire. De plus, le fait que vous ayez été sélectionné par votre gouvernement pour suivre ce programme indique que vos performances antérieures et votre potentiel dans ces secteurs sont tenus en haute estime. Nous traiterons avec respect vos réalisations passées et nous nous efforcerons de les mettre à profit d'une manière utile et pertinente.

L'objectif primordial de ce programme est de mettre à votre disposition des outils pratiques et efficaces qui vous seront utiles pour contribuer à la sécurité et au développement de votre pays. En outre, nous souhaitons :

- Explorer les idées actuelles sur le leadership (des personnes et institutions), la prise de décision, le professionnalisme militaire et l'éthique par rapport au contexte africain.
- Mieux vous sensibiliser aux problèmes concernant les réponses stratégiques adéquates aux actuelles et nouvelles menaces sécuritaires en Afrique.

## **Méthodes**

Pour parvenir à l'objectif principal qui consiste à fournir des outils aux participants en vue de les utiliser au développement de leur stratégie de sécurité nationale, le CESA fera appel à la méthodologie suivante pendant toute la durée du programme de 3 semaines :

- Une attention au leadership éthique,
- Un dialogue et une interaction approfondis avec des hauts responsables et des institutions connus,
- Un accent sur la pratique par rapport à la théorie et sur la pensée critique,
- Une priorité à l'apprentissage entre pairs,
- Un accent sur la politique de non-attribution du CESA pour encourager des discussions franches,
- Tenue des discussions en anglais, français et portugais pour assurer la liberté d'expression des participants et la compréhension mutuelle.

## **Aperçu du programme**

Le leadership, la prise de décision éthique et les normes du comportement au niveau stratégique seront au centre du programme. Ce thème sera récurrent dans les trois

modules suivants : Problèmes de leadership et de stratégie de sécurité nationale, résolution des problèmes de sécurité et mobilisation des partenaires de sécurité extérieurs. Les modules sont intimement liés tout en se renforçant mutuellement. Une visite sur le terrain et une étude de cas adéquate, mettant en évidence les principaux thèmes abordés au cours des sessions viendront compléter les modules. Les participants concluront chaque module par un exercice de restitution identifiant les principaux thèmes traités.

- *Défis en matière de leadership et de stratégie de sécurité nationale*  
Ce module jette les bases des concepts de leadership éthique autour desquels le programme de 3 semaines est bâti. Il explore l'impact d'un leadership efficace dans le secteur de la sécurité en Afrique et traite des principes éthiques essentiels à un bon leadership. Il comprend également des sessions sur les principaux concepts d'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale, de gestion des ressources du secteur de la sécurité, de l'incidence sur l'Afrique des chocs systémiques à la sécurité nationale américaine.
- *Résolution des problèmes de sécurité*  
Le deuxième module comprend des sessions plénières traitant des menaces de sécurité critiques auxquelles l'Afrique est confrontée. Il porte sur les relations entre la gouvernance, l'état de droit et la sécurité, la réforme du secteur de la sécurité, les relations civilo-militaires, les menaces transnationales et les perspectives sexospécifiques sur la sécurité. Ce module se termine par une série de forums sur différentes menaces à la sécurité et sur les problèmes de consolidation de la paix, notamment la lutte contre l'extrémisme dans la Corne de l'Afrique, la gouvernance et la consolidation de la paix en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud, ainsi que les menaces transnationales et le renforcement des États sahélo-sahariens.
- *Mobilisation des partenaires de sécurité extérieurs*  
Ce dernier module donne une vue d'ensemble des principaux partenaires extérieurs ayant un impact sur le secteur de la sécurité en Afrique : les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, l'Inde et les États du Golfe. D'autres sessions sur la mobilisation d'une assistance à la sécurité et sur les relations internationales en matière de sécurité de l'Afrique fournissent le contexte nécessaire permettant de mieux comprendre comment gérer efficacement les partenariats extérieurs.

Les sujets sont présentés par un orateur invité ou un groupe d'experts, et sont suivis de sessions réservées aux groupes de discussion. Les groupes de discussion seront dirigés par des animateurs qui sont des spécialistes hautement qualifiés et expérimentés des domaines traités. Approximativement, la moitié d'entre eux sont africains et l'autre moitié comprend des Européens ou des Américains. Le but des animateurs n'est pas de faire une conférence ou de proposer une seule « bonne » solution, mais d'assurer un

dialogue harmonieux et d'inciter à la réflexion. Profitez de la très riche expérience et de l'expertise de nos animateurs. N'hésitez pas toutefois à les remettre en question. En outre, vous recevrez des instructions informatiques au début du programme, notamment une présentation du programme MERLN (réseau de bibliothèques pour la formation de militaires) qui donne accès à un vaste ensemble de ressources politiques et universitaires vous permettant d'approfondir vos connaissances sur les sujets qui vous intéressent.

Pendant la dernière semaine du programme, les participants devront compléter un exercice de simulation interactif dont le but est de renforcer les concepts analysés au cours de la formation et de vous encourager à réfléchir de manière stratégique au meilleur moyen de les appliquer.

### **Le programme**

Le programme donne un aperçu de la documentation universitaire et des principales questions politiques liées au leadership éthique dans le secteur de la sécurité africain. Le document est articulé autour des quatre modules du programme. Pour chaque module, le programme fournit une brève présentation et cerne les questions à inclure dans la discussion. Nous fournissons une liste d'articles sélectionnées, qui ont pour objectif principal de vous permettre, vous et vos collègues, de profiter au maximum des présentations. Nous sommes bien conscients que le programme couvre sans doute un nombre trop important de problèmes et de matériels qu'il nous sera impossible de traiter en profondeur pendant le temps imparti. Nous espérons que vous vous servirez de ces documents comme ressources une fois le programme terminé. Vous remarquerez quelques répétitions dans les questions soumises à discussion lors des sessions plénières et des tables rondes. De même, il existe des questions portant sur des thèmes similaires qui reviennent tout au long des modules. Cela est fait délibérément pour renforcer les principaux concepts et vous offrir la gamme la plus large possible d'idées sur le professionnalisme, l'éthique, le leadership et la prise de décision.

Nous vous encourageons à nous poser vos questions et à nous faire des suggestions sur la documentation et la formation en général. La qualité de nos programmes et de nos cours doit beaucoup à la bienveillance des anciens participants qui ont bien voulu nous faire part de leurs critiques et suggestions constructives. Les planificateurs et animateurs de ce cours sont tout à fait disposés à s'entretenir avec vous de sujets particuliers. Nous vous encourageons à faire appel à leurs services, tout comme nous vous encourageons à lire les documents recommandés et à participer activement aux groupes de discussion.

Les bénéfices de ce programme doivent se poursuivre après votre retour. Les discussions et les documents écrits, de même que les amitiés nouées pendant les trois semaines à venir, devraient vous aider à faire face aux difficultés parfois imprévisibles auxquelles vous serez confronté dans l'exercice de votre profession.

# Carte de l'Afrique



Map No. 4045 Rev. 7 UNITED NATIONS  
November 2011

Department of Field Support  
Cartographic Section



## Séance inaugurale et aperçu du cours

**Format :** Présentation en session plénière

### **Objectifs :**

- Comprendre les objectifs d'études, l'organisation et les conditions requises du programme

### **Contexte :**

Un leadership efficace est essentiel à la mise en place et au maintien d'une armée de métier. Le leadership est la capacité à influencer les personnes et les actions. L'acceptation à long terme d'un tel leadership est fonction d'un ensemble de normes reconnues par tous. Le secteur de la sécurité a trois principaux niveaux : supérieur, intermédiaire et subalterne. Chaque niveau a des fonctions et des responsabilités séparées. Le programme pour les dirigeants du secteur de la sécurité émergent mettra l'accent sur les responsabilités des hauts responsables pour être efficaces et sur les outils pour y parvenir.

Ce cours insiste sur l'idée qu'un leadership efficace n'est pas un sujet à traiter séparément, mais plutôt qu'il est indissociable de tous les modules inclus dans le programme. Différents orateurs dans les trois modules traiteront des difficultés du leadership.

1. *Défis en matière de leadership et de stratégie de sécurité nationale* Ce module abordera les difficultés inhérentes à l'exercice du leadership au niveau stratégique. Il mettra l'accent sur l'importance d'un leadership efficace dans la gouvernance du secteur de la sécurité et analysera l'expérience (militaire et civile) acquise par l'Afrique au cours de son histoire. La discussion cherchera à mettre en valeur les principes indispensables à l'efficacité du leadership et examinera comment les appliquer dans les pays africains. Ce module présente également aux participants la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de stratégies de sécurité nationales alignées directement sur les menaces auxquelles les pays africains doivent faire face. Ce module inclut un exercice de groupe qui encourage les participants à évaluer et utiliser de manière critique les principes du leadership éthique. La visite sur le terrain à Mount Vernon est censée renforcer les défis auxquels les dirigeants peuvent être confrontés à certains moments critiques. Le module se termine par un exercice de restitution sur les principales questions liées à l'élaboration de stratégies de sécurité nationales et de leurs implications pour le leadership.
2. *Résolution des problèmes de sécurité* : Ce module met en évidence les défis de sécurité actuels et nouveaux auxquels l'Afrique doit faire face. Ce module traitera également du rôle du secteur de la sécurité dans la réponse à ces défis et décrira les opportunités pour un leadership éthique et des interventions stratégiques. Le

but principal de cette session est d'établir le contexte dans lequel élaborer et exécuter des stratégies efficaces et d'appliquer des principes éthiques. Le module se termine par un exercice de restitution sur les relations civilo-militaires en temps de crise.

3. *Mobilisation des partenariats externes* : Ce module abordera les rôles que les partenaires internationaux peuvent jouer pour améliorer la sécurité afin d'aider le continent à instaurer la paix et la stabilité. Il permettra d'évaluer les différentes actions entreprises par la communauté internationale pour réaliser cet objectif. Ce module donnera aux officiers africains l'occasion de débattre du rôle de l'Afrique sur la scène internationale. Ce module se termine par un exercice de restitution illustrant les principaux points des relations de l'Afrique avec ses partenaires extérieurs.

### **Exercice de simulation :**

Cet exercice fait appel à une étude de cas fictive pour inciter les participants à utiliser les principes du leadership efficace au niveau stratégique, présenté au module 1, à traiter de tout un ensemble de menaces à la sécurité similaires à celles du module 2 grâce au principe du renforcement collectif, similaires ; et à contribuer à mobiliser les aides et les partenaires extérieurs, comme examiné au module 3. Cet exercice a deux objectifs généraux. Premièrement, les participants auront l'occasion de collaborer à un exercice de résolution de problèmes. Deuxièmement, les participants démontreront le caractère primordial du leadership efficace pour provoquer une réforme transformationnelle en Afrique.

## **Séance plénière 1 : Leadership efficace dans le secteur de la sécurité en Afrique**

**Format :** Présentation en session plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Examiner l'évolution de l'environnement politique et de sécurité en Afrique
- Évaluer comment ces changements peuvent affecter le futur leadership militaire
- Considérer la définition plus large de la notion de « sécurité »

### **Contexte :**

Les difficultés sont immenses et sont susceptibles de devenir plus complexes et variées dans les prochaines années. Que peuvent faire les professionnels du secteur de la sécurité pour assurer le leadership et fournir l'orientation nécessaires pour résoudre ces problèmes ?

Il est notoire que l'Afrique est confrontée à d'énormes problèmes politiques, sociaux et économiques. Personne n'ignore également que les performances des gouvernements africains dans la résolution de ces questions sont mitigées. Le caractère évolutif des problèmes de sécurité africains - du conflit régional à la prolifération des armes légères en passant par la réduction de la pauvreté, la lutte contre le crime et l'aide au développement de l'infrastructure - exige que les responsables civils et militaires repensent les rôles et missions des forces armées africaines dans l'amélioration de la sécurité et du développement nationaux. Les forces armées africaines agissent de plus en plus comme forces de maintien et d'imposition de la paix dans d'autres pays : la Force africaine en attente composée de cinq brigades régionales est à mettre au compte de cette attention grandissante. La démocratisation - le processus menant à la démocratie - s'étend à toute l'Afrique. Cette démocratisation aidera-t-elle les nouveaux responsables du secteur de la sécurité à relever les défis futurs de la sécurité ? De plus en plus, les planificateurs de la défense portent une attention plus importante à la « sécurité humaine » facteur de protection de l'individu (par exemple, les droits de l'homme, le logement et l'alimentation) qu'à la sécurité du régime. Dans quelle mesure le secteur de la sécurité doit-il apporter son concours à la sécurité humaine ?

Le leadership/la prise de décision, la légitimité, le professionnalisme militaire, l'éthique et les relations civilo-militaires font partie des cinq concepts abordés dans ce cours.

- Le leadership, l'art d'influencer les personnes en leur donnant des orientations, des buts et une motivation est efficace à long terme uniquement s'il adhère à des normes professionnels et éthiques. Le dernier énoncé fait référence à la nature

interdépendante du professionnalisme, de l'éthique et du leadership militaires, que l'on pourrait comparer aux éléments d'une ligne menant à la légitimité et à l'efficacité opérationnelle.

- La légitimité fait référence au soutien populaire d'un gouvernement, que lui confère en général sa capacité à protéger et aider ses citoyens conformément aux lois et normes internationales.
- Le professionnalisme militaire se rapporte à la loyauté des forces armées à l'égard d'un gouvernement constitutionnellement élu et à leurs capacités opérationnelles.
- L'éthique, une condition indispensable à l'exercice de toute profession, se définit comme les valeurs et les comportements que l'on attend des membres d'une profession.
- Les relations civilo-militaires reflètent l'équilibre du pouvoir entre les civils et les forces armées. Cet équilibre aura une incidence sur la stratégie de sécurité nationale d'un pays, son éthique militaire et les processus d'économie de la défense. Pendant le cours, pensez à la façon dont le rapport entre autoritarisme et démocratisation influence les facteurs du leadership, du professionnalisme et de l'éthique.

#### **Questions à discuter :**

- À quels genres de problèmes de leadership/prise de décision faites-vous, vous et vos pairs, face régulièrement dans votre pays ?
- Les principes de leadership/prise de décision évoluent-ils dans vos forces armées ? Si oui, pourquoi ? Comment évoluent-ils ?
- Les changements politiques, par exemple la démocratisation, ont-ils directement ou indirectement affecté vos forces armées ? Si oui, comment ?
- Quelles compétences et techniques estimez-vous être les plus efficaces pour résoudre les problèmes de prise de décision/leadership au niveau opérationnel dans votre pays ?
- Quels sont les différents acteurs et quelle importance ont-ils ?

#### **Lectures recommandées :**

Emile Ouédraogo, « Pour la professionnalisation des forces armées en Afrique », Centre d'études stratégique sur l'Afrique, Papier de recherche du Centre d'études stratégiques de l'Afrique No. 6, juillet 2014, (également disponible en anglais et en portugais).

## **Groupe de discussion - Étude de cas : Application des principes du leadership éthique à l'Afrique**

**Format :** Groupes de discussion  
Exercice de restitution

### **Objectifs :**

- Donner une opportunité aux participants d'appliquer les concepts du leadership éthique aux défis réels de l'Afrique
- Identifier les stratégies permettant de surmonter les défis auxquels les responsables du secteur africain de la sécurité sont confrontés.
- Démontrer l'importance de cadres pour le leadership éthique dans le but de transformer le secteur de la sécurité en Afrique.

### **Contexte :**

Au cours de cette session, les participants réfléchiront aux dilemmes de l'étude de cas pour donner un nouvel éclairage aux principes du leadership éthique en Afrique. Chaque groupe de discussion aura ensuite l'occasion de communiquer les résultats de la discussion à l'ensemble de l'assemblée plénière.

Les équipes élaborant des stratégies de leadership plus efficaces pour le secteur de la sécurité en Afrique peuvent tirer des enseignements de nombreux domaines, ce qui peut influencer leurs décisions ou servir de point de départ. Bien que les approches doivent être adaptées au contexte et à la culture, les stratégies de leadership destinées au secteur de la sécurité peuvent s'appuyer sur des méthodes efficaces empruntées au monde des affaires ou au leadership africain, des stratégies du secteur de la sécurité d'autres régions et des meilleures pratiques d'autres pays africains. Même si certains principes éthiques - comme le recours limité à la force contre les civils - sont propres au secteur de la sécurité, d'autres - tels que la lutte contre la corruption, le maintien de l'état de droit ou de la constitution, l'octroi de services en priorité aux citoyens et le fonctionnement d'un manière professionnelle - s'appliquent de manière générale à toute la société. Lorsqu'ils appliquent des principes éthiques au secteur de sécurité africain pour renforcer l'efficacité du leadership, les participants peuvent donc s'appuyer sur leurs expériences personnelles et professionnelles.

### **Questions à discuter :**

- Existe-t-il une situation qui justifie l'arrêt du dépouillement d'un scrutin ?
- Dans quels cas les responsables militaires pourraient-ils soutenir l'arrêt du dépouillement d'un scrutin ?

- Existe-t-il des situations où les militaires pourraient enlever le pouvoir à un gouvernement civil ?
- Quelles auraient été les implications si Chris Hani avait pris une autre décision ? Quel est l'aspect négatif de la décision prise par Chris Hani ?
- La formation militaire professionnelle permet-elle le développement d'un leadership éthique ? Si oui, comment ?

**Lectures recommandées :**

Centre d'études stratégiques sur l'Afrique, « Lorsque les dirigeants militaires font le choix de l'éthique professionnelle », *À la une* du CESA, Centre d'études stratégiques sur l'Afrique, 28 octobre 2015 (également disponible en anglais et portugais).

## **Séance plénière 2 : Stratégie de sécurité nationale : Principes fondamentaux et gestion des ressources**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Définir la sécurité nationale dans un contexte africain, en partant des concepts traditionnels de sécurité nationale pour aboutir à l'agenda plus vaste de la sécurité humaine et à la réforme du secteur de la sécurité
- Discuter des objectifs, processus et rôles des acteurs clés qui devraient participer à l'élaboration d'une stratégie pour le secteur de la sécurité ainsi qu'à tout processus de réforme du secteur de la sécurité
- Analyser les liens entre la gestion judicieuse des dépenses du secteur de la sécurité, des institutions robustes, une gouvernance démocratique et la réalisation des objectifs de la sécurité nationale
- Examiner les meilleures pratiques de gestion budgétaire et de passation de marchés

### **Contexte :**

Un processus stratégique ou une politique de sécurité nationale a trois objectifs. Premièrement, le processus doit privilégier la lutte contre les menaces envers l'État et ses citoyens, de même qu'assurer leur protection face à celles-ci. Deuxièmement, le processus doit institutionnaliser le contrôle et la surveillance civils sur les organismes de sécurité en uniforme et déterminer le rôle de chacun dans les limites juridiques prévues par la constitution nationale et selon les priorités déterminées dans la stratégie de sécurité nationale. Troisièmement, ce processus doit veiller à l'accessibilité et à la rationalité économiques des budgets de la sécurité et établir des moyens pour assurer la responsabilité et la transparence en matière budgétaire.

Une fois, les intérêts nationaux déterminés et priorisés, on doit procéder à l'évaluation des menaces et risques, et des capacités nécessaires pour s'y opposer. En clair, ce processus hiérarchise les intérêts nationaux pour déterminer les objectifs - les fins - que la stratégie est censée accomplir. Les modalités et les moyens - qui se rapportent aux ressources requises (moyens) et à la manière de les appliquer (modalités) - sont ensuite alignés sur les objectifs de la stratégie afin de produire les résultats stratégiques désirés. Cette combinaison de fins, de modalités et de moyens constitue le noyau d'une stratégie de sécurité nationale.

Le leadership sur la stratégie de sécurité nationale est une question de choix, de planification à long terme et de responsabilisation. Ces attributs s'appliquent

particulièrement au secteur de la sécurité en Afrique. Par conséquent, les décisions concernant leur allocation et utilisation efficaces pour atteindre les objectifs de sécurité nationale doivent être guidées par le souci de promouvoir au mieux le bien public. La budgétisation et l'approvisionnement sont deux domaines où les responsables des nouveaux secteurs de la sécurité doivent faire preuve de discernement et d'éthique irréprochable s'ils veulent relever avec succès les défis du continent en matière de sécurité.

### ***Budgétisation***

Les planificateurs de la défense doivent déterminer la part du budget à consacrer au secteur de la défense et l'impact que de telles dépenses auront sur la réalisation des objectifs de sécurité nationale et sur la stabilité macroéconomique. Des principes sains de gestion des dépenses publiques (telles que la contestabilité, l'exhaustivité, la responsabilisation et la transparence) revêtent une importance cruciale pour le secteur de la sécurité. Il convient de prendre des mesures pour introduire et standardiser les techniques de codage et de suivi des dépenses publiques. Il est indispensable de former le personnel adéquat aux techniques de gestion budgétaire et à des procédures transparentes de passation de marchés. Un cadre réglementaire robuste et fonctionnel doit renforcer la mise en œuvre de ces politiques.

### ***Passation de marchés***

Les pratiques de passation de marchés - l'achat, l'embauche ou l'obtention par des moyens contractuels quelconques de biens, de travaux de construction et de services par le secteur public - expliquent les nombreuses différences entre les devis et les dépenses réelles.<sup>3</sup> Dans de nombreux pays africains, la passation de marchés est entourée de mystère, sous le prétexte de sensibilité de l'activité du secteur de la sécurité - ce qui complique l'obtention des résultats désirés et la réalisation des objectifs budgétaires. De nombreuses personnes blâment l'absence de bonnes pratiques en matière d'achats et de passation de marchés sur le manque de clarté des rôles et des responsabilités aux différents stades de leur cycle ainsi que sur la corruption des fonctionnaires et la faiblesse des institutions judiciaires.

### **Questions à discuter :**

- Quel est le système budgétaire utilisé par votre pays ? Quel système serait plus efficace (étant donné les institutions, les dispositions, le personnel actuels) ?
- Des exceptions doivent-elles être accordées pour des motifs de confidentialité et d'urgence en ce qui concerne le secteur de la sécurité ?
- Discuter des sources de la sécurité en Afrique et des conséquences de la corruption et du gâchis ?
- Comment les autorités militaires et gouvernementales, les parlementaires, les médias et la société civile doivent-ils contribuer à l'amélioration des pratiques budgétaires et de passation de marchés dans le secteur de la sécurité ?

### **Lectures requises :**

Nicole Ball et Len Le Roux, « A model for good practice in budgeting for the military sector », dans Wuyi Omitoogun et Eboe Hutchful, éditeurs. *Budgeting for the Military Sector in Africa: The Processes and Mechanisms of Control*, 2006.

Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées, « Les politiques de sécurité nationale », Documents d'information sur la RSS (Genève : DCAF, 2015). Également disponible en anglais.



## **Séance plénière 3 : Mécanismes régionaux pour la résolution des conflits**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Examiner les principales initiatives régionales et sous-régionales pour promouvoir la paix et la sécurité.
- Évaluer les succès et les difficultés associés aux mécanismes de sécurité régionaux
- Identifier les possibilités de partenariat efficaces avec les architectures de sécurité continentales et sous-régionales

### **Contexte :**

Les violents conflits en Afrique ont souvent des dimensions régionales importantes. Les insurgés et les groupes rebelles peuvent se servir du territoire d'un pays voisin comme base opérationnelle, pour recevoir des fonds de gouvernements voisins ou s'appuyer sur les membres de leur ethnie pour obtenir de l'aide. Les conflits locaux peuvent également déstabiliser les États voisins, lorsque les armes et les réfugiés déferlent sur les frontières. La prolifération des conflits et de l'instabilité en Afrique occidentale dans les années 1990 constitue un exemple fort de contagion régionale, de même que les événements actuels affectant la sous-région.

La régionalisation des conflits a entraîné la création de mécanismes de gestion régionale des conflits, par l'intermédiaire des communautés économiques régionales (CER). En premier lieu, il y eut la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Au début des années 1990, elle a apporté des réponses ad hoc aux problèmes de sécurité sous-régionaux, en envoyant une force militaire régionale dans la guerre civile libérienne, puis en Sierra Leone lors d'un changement inconstitutionnel de gouvernement. Actuellement, même si toutes les CER ont adopté des mécanismes de résolution de conflits, il existe des différences considérables entre eux, notamment en ce qui concerne l'engagement, l'échelle et le succès des initiatives sous-régionales de sécurité collective.

Les CER sont reconnues comme étant l'ossature de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) de l'Union africaine (UA). Outre la CEDEAO, les huit CER reconnues par l'UA sont : La Communauté des États sahélo-sahariens, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, la Communauté d'Afrique de l'Est, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Communauté de développement d'Afrique australe et l'Union du

Maghreb arabe. Par le biais de l'AAPS, l'UA s'efforce de résoudre les problèmes de sécurité de l'Afrique à l'aide de cinq composantes :

- Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) : un organe décisionnel permanent, composé de 15 États-membres de l'UA, chargé de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits.
- Le Groupe des sages : un groupe de cinq Africains éminents qui entreprennent des activités diplomatiques préventives, comme les missions exploratoires.
- Le Système continental d'alerte rapide : un réseau d'observation et de surveillance, utilisé pour recueillir des données destinées à informer et conseiller le CPS.
- La Force africaine en attente (FAA) : une force sous-régionale constituée de contingents militaires, policiers et civils en attente dans leur pays d'origine, prête à un déploiement rapide.
- Le Fonds pour la paix : un dépôt de ressources pour les opérations de paix et de sécurité.

La plupart de l'AAPS, dont la FAA et ses composantes auxiliaires, la Capacité de déploiement rapide et la Capacité de réaction immédiate aux crises, ne sont encore pleinement opérationnelles. L'UA souffre d'un manque de volonté politique et de ressources ; notamment, 7 % uniquement du Fonds pour la paix provient des États-membres de l'UA. L'annonce par l'Union européenne (UE) d'une réduction de 20 % de ses contributions en 2017, a suscité un certain nombre d'initiatives pour trouver des financements, ainsi que des inquiétudes quant à la capacité de l'UA.

### Questions à discuter :

- Quelle est la viabilité de la FAA en tant qu'initiative de maintien de la paix ?
- Quels sont les avantages et les inconvénients de la présence d'acteurs régionaux pour réagir aux crises ?
- Quels sont les principaux obstacles auxquels est confronté le CSP de l'UA pour permettre à la FAA d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle ?
- Quelles mesures concrètes pourraient améliorer les opérations d'appui à la paix du continent ?

### Lectures recommandées :

Paul Williams, « Les opérations de paix en Afrique : Enseignements tirés depuis 2014 », Centre d'études stratégiques sur l'Afrique, *Bulletin de la sécurité africaine*, No. 25, juillet 2013. <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ASB25EN-Peace-Operations-in-Africa-Lessons-Learned-Since-2000.pdf> (également disponible en anglais et portugais).

Sophie Desmidt et Volker Hauck, « Conflict Management under the African Peace and Security Architecture (APSA) », Centre européen de gestion des politiques de développement, Document de discussion no. 211, avril 2017.

<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DP211-Conflict-Management-APSA-Desmidt-Hauck-April-2017.pdf>

Solomon Dersso, « To Intervene or Not to Intervene? An Inside View of the AU's decision-making on Article 4(h) and Burundi », *Occasional Paper*, World Peace Foundation, 26 février 2016

([http://fletcher.tufts.edu/~media/Fletcher/Microsites/World%20Peace%20Foundation/Publications/AU%20Decision-Making%20on%20Burundi\\_Dersso.pdf](http://fletcher.tufts.edu/~media/Fletcher/Microsites/World%20Peace%20Foundation/Publications/AU%20Decision-Making%20on%20Burundi_Dersso.pdf)).



## **Séance plénière 4 : Adaptation de la stratégie de sécurité nationale en période de changement**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Comprendre comment des chocs systémiques peuvent avoir une incidence sur une stratégie de sécurité nationale
- Évaluer comment des changements dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis peuvent affecter l’Afrique intérieurement
- S’interroger sur la façon dont les changements dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis peuvent avoir un impact sur les décisions de l’Afrique en matière de sécurité

### **Contexte :**

La stratégie de sécurité nationale vise à identifier les menaces futures, à évaluer les capacités et à fournir des conseils pour relever les défis à la sécurité. Même si elle peut prévoir les changements, elle ne peut pas prédire les chocs sur le système. En tant que tels, les chocs à la sécurité - les menaces terroristes, les catastrophes naturelles, la volatilité des prix des matières premières, les conflits et les urgences de santé publique - peuvent déclencher des réactions qui vont changer de manière temporaire ou permanente une stratégie de sécurité nationale.

Avant le 11 septembre 2001, la politique de sécurité des États-Unis envers l’Afrique se faisait l’écho de l’évolution de la dynamique de l’après-guerre froide. Si la période de la guerre froide a été caractérisée par des divisions idéologiques nettes, il manquait un cadre ou une idéologie pour définir l’engagement des États-Unis en Afrique. Au cours de la deuxième moitié des années 1990, la stratégie de sécurité des États-Unis reposait sur le renforcement des capacités des pays africains afin de leur permettre d’assurer leur propre sécurité. En pratique, l’objectif a été atteint dans une large mesure par l’Initiative pour une capacité africaine de réaction aux crises (ACRI). Priorité était donnée au renforcement des capacités des pays africains pour relever les défis se posant en matière de sécurité. Ce renforcement consistait à équiper et former les forces de maintien de la paix et non à engager des forces militaires américaines. La stratégie des États-Unis se faisait l’écho des appels de plus en plus pressants des institutions africaines pour que des « solutions africaines soient apportées aux problèmes africains ».

Toutefois le choc systémique des attaques du 11 septembre a déclenché un changement de stratégie. En raison de la hausse des activités terroristes et de leurs liens internationaux croissant, l’attention des États-Unis s’est portée sur les régions les plus affectées - le Sahel

et le Sahara, ainsi que la Corne de l'Afrique. Deuxièmement, l'ACRI s'est transformée en ACOTA (Africa Contingency Operations and Training Assistance), impliquant une attention sur les opérations d'appui à la paix à la place des opérations de maintien de la paix, et un accent sur les besoins en formation des pays africains. Troisièmement, l'importance stratégique grandissante de l'Afrique par rapport aux objectifs de sécurité des États-Unis a abouti à la création du Commandement militaire américain pour l'Afrique (AFRICOM). Précédemment, l'Afrique était divisée en trois commandements dont aucun n'avait priorité sur les autres.

Grâce à l'AFRICOM, les États-Unis peuvent se concentrer davantage sur les problèmes de sécurité africains. À bien des égards, les pays africains ont bénéficié de l'aide américaine en matière de sécurité face à des menaces communes. Toutefois, les pays africains n'hésitent pas à dire que la sécurité du continent dépasse la priorité américaine axée sur le seul terrorisme. Ils soulignent également que tous les problèmes de sécurité ne peuvent pas être résolus de manière militaire et s'inquiètent enfin de la militarisation de la politique étrangère.

### **Questions à discuter :**

- De quelles façons l'Afrique s'est-elle adaptée aux évolutions des stratégies de sécurité nationale des États-Unis ?
- Quelle est la stratégie ou la position de votre pays en matière de sécurité nationale ? De quelles façons cette stratégie a-t-elle été affectée par des événements extérieurs ou d'autres chocs sur le pays ?
- Pourquoi certains chocs extérieurs entraînent-ils des bouleversements dramatiques, et d'autres pas ?

### **Lectures recommandées :**

William Bellamy, « L'engagement des États-Unis en matière de sécurité en Afrique », Bulletin de la sécurité africaine, No. 1, Centre d'études stratégiques sur l'Afrique, juin 2009. <https://africacenter.org/publication/u-s-security-engagement-in-africa/> (également disponible en anglais et portugais).

Kate Almquist Knopf, « Friend or Foe? US Counterterrorism Strategy in Africa », Center for Global Development, 5 février 2013.

## **Leadership visionnaire : Visite à Mount Vernon**

**Format :** Présentation plénière suivie d'une visite de Mount Vernon

### **Objectifs :**

- Comprendre l'importance du leadership stratégique dans la formation d'institutions immatures
- Obtenir une perspective historique sur la transition post-conflit vers la démocratie aux États-Unis et sur le rôle déterminant joué par le leadership au cours de cette transition
- Comprendre l'importance d'une vision et d'un leadership visionnaire dans un environnement volatile, incertain, complexe et ambigu

### **Contexte :**

Lorsque les colonies américaines se révoltèrent contre l'Angleterre en 1775, rien ne garantissait que l'insurrection aboutirait à l'indépendance, ni qu'une démocratie s'enracinerait et perdurerait pour que l'expérience réussisse, voilà 235 ans et nous sommes loin d'en voir la fin. George Washington, considéré comme le père de la nation et qui commandait l'armée rebelle, a décrit le parcours suivi par les colonies comme une « grande aventure ». Washington reconnaissait que sa vision avait un côté pratique : la nécessité de disposer d'un gouvernement central pour créer des conditions favorables à l'existence et à la survie de la liberté.<sup>4</sup>

Dans la période de l'après-conflit immédiat, lorsque les 13 colonies nouvellement indépendantes se réunirent pour discuter de la formation d'un gouvernement, Washington accepta de présider la première convention constitutionnelle, dont le but était de parvenir à un consensus sur la formation d'un nouveau gouvernement dans le cadre d'une constitution commune. Les auteurs de la constitution n'étaient pas d'accord sur la nature du gouvernement. Les colonies devaient-elles former une fédération pourvue d'un gouvernement central fort ou une confédération dotée d'un contrôle national décentralisé.

Lors des débats sur la forme de la constitution, les auteurs de l'acte exprimèrent leur désaccord sur le rôle et l'autorité du gouvernement fédéral par rapport à ceux des autorités locales ou de l'État. Peu après le traité de Paris de 1783, établissant l'indépendance de l'Amérique, une crise survint qui mit en évidence l'urgence d'établir une gouvernance nationale : des petits agriculteurs, pour la plupart des anciens combattants de la révolution, avaient perdu leurs terres et leur moyen de subsistance au profit de riches spéculateurs. Ils prirent les armes, fermèrent les tribunaux et tentèrent de s'emparer d'une armurerie du gouvernement. Condamnant l'insurrection, Washington

déclara qu'il « n'existait pas une plus grande preuve de la faiblesse du gouvernement que ces désordres ». <sup>5</sup>

Pendant toute sa carrière de commandant des forces armées et président de la nation, Washington a réussi à préserver une cohérence certaine entre ses objectifs à long terme et ses actions et décisions du moment. La preuve en est sa volonté de défendre l'idée que les forces armées devaient être soumises à un contrôle civil dans une république. Washington comprit que les ingrédients essentiels à l'établissement d'un gouvernement républicain constitutionnel étaient : une union forte, un parlement élu par le peuple, une constitution écrite, l'État de droit, un pouvoir exécutif ayant le pouvoir de faire respecter la loi, la suprématie des lois nationales sur les lois de l'État, des forces armées nationales permanentes soumises à l'autorité et au contrôle des civils. <sup>6</sup>

La conclusion de la carrière illustre de Washington est la quintessence du leadership visionnaire. Après avoir été élu premier président du nouveau pays et avoir exercé deux mandats consécutifs, Washington décida de quitter ses fonctions et de transférer le leadership à la génération suivante. Ni le peuple ni le parlement n'était satisfait de cette décision. On l'encouragea fortement à rester en fonction et à continuer à diriger le pays. Certains même imaginèrent de le nommer roi et de prolonger son autorité jusqu'à la fin de son existence. Washington était tourné vers l'avenir et insistait pour un transfert pacifique du pouvoir à une nouvelle génération de dirigeants. Washington avait confiance dans le peuple et le système. Il envisageait un pays porteur de promesses insoupçonnées et doté d'un potentiel inconnu auparavant. Il gouvernait par l'exemple pour réaliser sa vision.

Notre visite de Mount Vernon, la résidence et la ferme de Washington, comprendra une présentation de l'homme et de la propriété vus dans une perspective historique, de même qu'un aperçu de la carrière de Washington et de son leadership stratégique et visionnaire. Pendant toute la durée de la visite, nous nous concentrerons sur la pertinence de Washington sur le gouvernement et les expériences de votre pays. Nous tirerons parti de vos connaissances sur le leadership et les appliquerons aux discussions du programme sur le sujet.

### **Questions à discuter :**

- Quels sont les attributs d'un dirigeant efficace ?
- Pouvez-vous appliquer les enseignements ou les principes tirés de Washington au contexte de votre pays ? Lesquels ? Pourquoi ? Comment ?
- Quels idées, théories, approches et outils sur le professionnalisme, l'éthique, le leadership et la prise de décision appris au cours de la visite pourriez-vous utiliser dans l'avenir ?

## **Exercice de restitution : Stratégies de sécurité nationale**

Chaque groupe de discussion aura la possibilité de présenter sa synthèse des éléments essentiels du module « Stratégie de sécurité nationale » à l'assemblée plénière.

Pendant le groupe de discussion et avant l'exercice de restitution, les participants sélectionneront le présentateur et le responsable du groupe, dans le but de guider la discussion. Il peut être également utile de choisir un preneur de notes.

Les participants feront porter leur exercice de restitution sur les questions suivantes :

*Questions communes :*

Qu'est-ce qu'une stratégie de sécurité nationale ? Quelles sont les principales étapes permettant d'élaborer une stratégie de sécurité nationale ?

*Groupe 1 :*

Citez les valeurs et les principes qui devraient aider à formuler la politique de sécurité nationale ?

*Groupe 2 :*

Quelles sont les implications pour le leadership de l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale pour l'Afrique ? Quelles qualités ou caractéristiques du leadership permettront d'assurer que les stratégies de sécurité nationale africaines soient pertinentes et réactives ?

*Groupe 3 :*

Quels acteurs importants doivent être consultés lorsque l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale est envisagée ? Quelles sont les moyens d'obtenir la participation de tels acteurs ?

*Groupe 4 :*

Quels rôles, le cas échéant, les acteurs extérieurs doivent-ils avoir dans la réalisation de la stratégie de sécurité nationale ?

Chaque présentateur disposera de 5 à 7 minutes pour présenter les conclusions du groupe de discussion. L'exercice de restitution n'exige pas de présentation PowerPoint ; **il s'agit d'un briefing oral.**

À la fin des présentations tous les membres de l'assemblée plénière auront la possibilité de discuter du module.



## **Séance plénière 5 : Tendances dans l'évolution du paysage sécuritaire africain**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Évaluer et échanger des opinions sur les tendances concernant la nature, la portée et le caractère des défis à la sécurité actuels et nouveaux en Afrique
- Discuter des limites à toute poursuite d'objectifs de sécurité militaire aux dépens d'autres préoccupations en matière de sécurité
- Examiner comment la sécurité coopérative peut permettre de mieux faire face aux défis à la sécurité

### **Contexte :**

La notion de sécurité n'est plus axée sur le seul maintien de l'intégrité des États, qui était sa mission traditionnelle. Donc, outre la préoccupation de l'État concernant les menaces extérieures - et le besoin d'investir des ressources considérables sur la « sécurité au sens strict » de manière à les atténuer - l'accent est davantage mis sur la sécurité du citoyen et le bien-être de la communauté.

Pendant la majeure partie de la période post-coloniale, la plupart des dirigeants africains ont défini la sécurité en termes de survie du régime. Par conséquent, bon nombre d'entre eux n'ont pas réussi à résoudre d'autres problèmes de sécurité traditionnels tout aussi importants auxquels leurs pays sont confrontés, notamment les conflits, les armes légères, les défis à la sécurité maritime et le terrorisme. Ceux-ci, ainsi que d'autres problèmes de sécurité au sens strict, tels que l'utilisation des mines antipersonnel et les munitions non explosées, la criminalité organisée et transfrontalière, le trafic des stupéfiants et le blanchiment de l'argent continuent à menacer la sécurité des Africains ordinaires.

Au-delà de la sécurité traditionnelle « au sens strict », les gouvernements doivent traiter les facteurs affectant directement la sécurité de leurs citoyens, comme la détérioration de l'environnement, les droits de l'homme, l'inégalité entre les sexes, le réchauffement climatique, les maladies endémiques et la criminalité transfrontalière. Cette nouvelle perspective sur la sécurité tient compte d'un certain nombre de réalités : Il existe maintenant de nouvelles menaces graves qu'aucun pays, quelle que soit sa richesse, ne peut traiter seul. La majorité de la population mondiale est menacée par des problèmes qui ne sont pas nécessairement liés aux armes de destruction massive et aux réseaux terroristes. La plupart des problèmes auquel le monde dit en développement est confronté devraient préoccuper tous les pays.

### Questions à discuter :

- De quelle manière la définition de la « sécurité » a-t-elle évolué en Afrique pour tenir compte de la modification de l'environnement de sécurité ? Quels changements se sont produits dans votre pays et la sous-région ?
- Quels sont certains des problèmes de sécurité les plus pressants auxquels votre pays, sous-région et le continent doivent faire face ? Comment ces défis ont-ils évolué au cours du temps ?
- À part les services de sécurité traditionnels (par exemple, l'armée, la police, la gendarmerie et les services de *renseignements*), quelles organisations, structures et institutions doivent être incluses dans le débat national sur la définition des intérêts de sécurité ? Pourquoi doivent-elles être incluses et de quelle manière peuvent-elles contribuer au débat ?
- Comment les perspectives sexospécifiques ont-elles un impact sur les défis et les décisions relatives à la sécurité ?
- En quoi une attention portée à la sécurité humaine peut-elle aider à traiter les problèmes de l'Afrique ?
- Quel est le lien entre sécurité et développement, et quelles institutions et acteurs importent ?

### Lectures recommandées :

Assemblée générale des Nations Unies et Conseil de sécurité, « Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique », (A/71/211-S/2016/655), 26 juillet 2016 (également disponible en anglais).

## **Groupes de discussion sur le lien entre sécurité et développement**

Le but de cet exercice de groupe est de permettre aux participants de réfléchir à l'interdépendance entre sécurité et développement dans leurs propres pays, de trouver les acteurs (potentiels et réels) dans ce lien et de proposer comment l'améliorer. Les délibérations constitueront la base de la session.

### *Partie I. Identification des situations impliquant sécurité et développement*

Les participants identifieront les cas dans leurs propres pays, ou d'autres pays qu'ils connaissent bien, qui révèlent l'existence d'un lien fort entre développement et sécurité.

*Partie II. Les participants extrairont les principaux éléments de leurs cas. Ils devront répondre aux questions suivantes :*

- Quels furent les obstacles au développement et à la sécurité ?
- Comment les décisions furent-elles prises ? Quelle fut la surveillance (budgétaire, politique, administrative) fournie ?
- Quel en a été le résultat ? Quelle fut la solution adoptée ?
- Était-ce la meilleure ?
- Selon vous, qu'est-ce qui aurait pu être fait différemment ?



## Séance plénière 6 : Le genre et le secteur de la sécurité

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Examiner comment le sexe influence la sécurité en Afrique pour les hommes et les femmes
- Analyser le rôle du sexe dans les groupes armés non-étatiques en Afrique
- Évaluer de manière critique les récents efforts faits pour améliorer la parité hommes-femmes en Afrique

### **Contexte :**

Depuis la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2000, les organisations et les gouvernements africains ont accordé une plus grande attention à l'égalité des sexes. En 2009, l'Union africaine a adopté une politique en matière de genre et un plan d'action, qui vise à améliorer l'égalité des sexes sur le continent. Comme mesure de suivi, l'UA a lancé en 2015 le Programme genre, paix et sécurité de 5 ans dont l'objectif est d'améliorer la coordination entre l'UA, les CER, les États-membres et la société civile. Pourtant, même si les REC et de nombreux pays ont développé individuellement des plans d'action, le défi consiste à comprendre les perspectives sexospécifiques en termes de sécurité et à adapter les politiques pertinentes.

La parité hommes-femmes dans le secteur de sécurité africain doit faire face à de nombreux défis. Premièrement, la définition de cibles viables et l'évaluation des progrès demeurent complexes surtout lorsque les données de base n'existent pas. Il est essentiel de recueillir et de communiquer ces données. Deuxièmement, le secret entourant le secteur de la sécurité empêche le partage d'informations.<sup>7</sup> Troisièmement, les opinions bien arrêtées sur les plans social et culturel, représentent les femmes comme des êtres affectivement et physiquement plus faibles, moins intelligents et plus préoccupés par les responsabilités familiales que leurs homologues masculins.<sup>8</sup>

Le sexe est souvent associé aux femmes, mais la sensibilisation aux aspects socio-sexuels affecte aussi bien les besoins et les perspectives des hommes et des garçons que ceux des femmes et des filles. La sensibilisation aux aspects socio-sexuels constitue un élément important de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en Afrique. La parité hommes-femmes et la promotion d'une participation égale des hommes et des femmes sont deux stratégies courantes applicables « à la RSS (ex : en assurant une formation à l'égalité des sexes au personnel responsable de la politique et de la planification de la RSS) et aux institutions faisant l'objet d'une RSS (ex : en incluant une formation à l'égalité des sexes aux nouvelles recrues dans le cadre du processus de réforme de la police) ». <sup>9</sup> Le *plan*

directeur de l'UA pour la réforme du secteur de la sécurité de 2013 considère l'égalité hommes-femmes comme l'un des principes fondamentaux des activités de réforme du secteur de la sécurité sur le continent.

Les femmes sont aussi représentées dans les groupes armés non-étatiques d'Afrique. Elles sont visées comme victimes et auteurs par ces groupes terroristes et insurgés, exigeant la mise en place de solutions capables d'examiner la manière dont un conflit influence les hommes et les femmes. Au Nigeria, Boko Haram a exploité les différences entre hommes et femmes. Par exemple, les femmes ont été utilisées pour commettre des attentats-suicide parce qu'elles ne sont pas censées être violentes.<sup>10</sup> Boko Haram enlève fréquemment les femmes et les filles au cours de ses raids (par exemple, l'enlèvement de 276 élèves du secondaire de Chibok), les forçant ensuite à épouser des membres du groupe, tout en capturant en même temps des jeunes gens que le groupe forme au combat.<sup>11</sup> La lutte contre l'extrémisme violent s'améliore lorsque l'on tient compte du rôle des femmes. Ce n'est pas parce que les femmes sont plus pacifiques. Elles sont aussi enclines à la violence que les hommes et ce sont, en général, les mêmes motifs qui les y poussent.<sup>12</sup> Toutefois, lorsqu'il est tenu compte du rôle joué par les femmes dans la société, en leur confiant d'une certaine manière une place dans la prévention des conflits, il s'ensuit une réduction des incidents d'extrémisme violent.

### Questions à discuter :

- Comment les problèmes de sécurité africains affectent-ils les femmes et les hommes différemment ?
- Quels problèmes pose l'inclusion de perspectives sexospécifiques dans le domaine de la sécurité ?
- Comment les États-Unis peuvent-ils aider l'Afrique à améliorer la parité hommes-femmes dans la sécurité ?

### Lectures recommandées :

Thania Paffenholz et al, « Making women count: Women's inclusion in peace processes at a glance », Inclusive Peace & Transition Initiative et ONU Femmes, janvier 2016. <http://www.inclusivepeace.org/sites/default/files/IPTI-Making-Women-Count-At-Glance-4-pager.pdf>

Zipporah Musau, « Les femmes, la paix et la sécurité », *Afrique Renouveau*, décembre 2015 <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/d%C3%A9cembre-2015/les-femmes-la-paix-et-la-s%C3%A9curit%C3%A9>

Paula Drumond Rangel Campos, « Gênero ou Feminismo? As Nações Unidas e as Políticas de Gênero nas operações de Paz, » em *O Brasil e as operações de paz em um mundo globalizado : entre a tradição e a inovação*, Organizadores: Kai Michael Kenkel e

Rodrigo Fracalossi de Moraes (Brasília, Brésil: Ipea, 2012) pages : 69-92.

[http://www.ipea.gov.br/agencia/images/stories/PDFs/livros/livros/web\\_operaes\\_d\\_e\\_paz\\_em\\_um\\_mundo\\_globalizado.pdf](http://www.ipea.gov.br/agencia/images/stories/PDFs/livros/livros/web_operaes_d_e_paz_em_um_mundo_globalizado.pdf)



## **Séance plénière 7 : Menaces transnationales**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Décrire les réseaux criminels transnationaux opérant en Afrique
- Expliquer les implications pour la gouvernance, la stabilité et le développement économique
- Évaluer de manière critique les récentes efforts entrepris pour contenir les réseaux criminels transnationaux en Afrique

### **Contexte :**

La criminalité transnationale est un phénomène grandissant et en constante évolution dans toute l’Afrique. La distinction entre activité commerciale légitime et illicite a toujours été vague sur le continent, où le commerce et les affaires se pratiquent de manière informelle et non réglementés. Le rythme rapide de la globalisation a permis aux groupes criminels organisés intérieurs de s’associer aux réseaux internationaux, et a ouvert des marchés élargis, l’accès à de nouvelles technologies et de meilleures méthodes de communication. Dans la plupart des pays africains, le crime organisé a tiré parti de la corruption gouvernementale tout en l’accentuant, allant de la corruption insignifiante des policiers à la complicité à grande échelle des fonctionnaires képtocrates de haut niveau. Les réponses au niveau national et régional ont été insuffisantes, car les États sont mal équipés ou peu disposés à lutter contre le crime dont ils peuvent tirer des bénéfices. Dans certaines régions défavorisées, la criminalité transnationale illicite est devenue le seul moyen de subsistance pour les citoyens. Toutefois, il est important de tenir compte de ses effets négatifs sur les capacités et la consolidation de l’État, de même que de ses implications sur le développement et la sécurité humaine.

Un autre aspect de la criminalité transnationale se rapporte à la montée des groupes extrémistes violents dans la région sahélo-saharienne. D’où l’apparition de nouveaux types de réponses, cinétiques et non cinétiques. En ce qui concerne les premières, les acteurs aux niveaux national, bilatéral, régional et international ont mené des opérations courtes de lutte antiterroriste de différents types (militaires, renseignement, policières) contre les groupes extrémistes violents. Les mêmes acteurs ont également entrepris des initiatives politiques, économiques, socio-culturelles à long terme qui visent à lutter contre l’extrémisme violent à l’aide d’approches pangouvernementales et pansociales qui s’attaquent aux facteurs même de l’extrémisme violent. Ces efforts prennent différentes formes dont : les campagnes de communications stratégiques pour contrer les messages radicaux, les initiatives de gouvernance pour améliorer les performances, la légitimité

avec un gouvernement représentatif basé sur le compromis politique, la tolérance et les dispositifs juridiques de protection des droits de l'homme et des projets de développement pour corriger les griefs anciens des populations marginalisées.

**Questions à discuter :**

- De quelles manières les menaces transnationales portent-elles atteinte à la sécurité en Afrique ?
- Existe-t-il un lien causal entre menaces transnationales et gouvernance faible ?
- Quelle a été l'efficacité des récents efforts entreprise pour traiter les menaces transnationales en Afrique ?
- Quelles étapes pratiques doit-on prendre pour traiter ces menaces à l'avenir ?

**Lectures recommandées :**

Eric Tamarkin, « The AU's Cybercrime response: A positive start, but substantial challenges ahead », ISS Policy Brief, janvier 2015. <https://issafrica.org/research/policy-brief/the-aus-cybercrime-response-a-positive-start-but-substantial-challenges-ahead#>

Centre d'études stratégiques sur l'Afrique, « L'autoroute illicite : la criminalité transnationale organisée en Afrique ? À la une, 22 mai 2017. <http://africacenter.org/spotlight/the-illicit-superhighway-transnational-organized-crime-in-africa/>

## **Séance plénière 8 : Stratégie de sécurité maritime**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Examiner les intérêts convergents qui ont poussé les questions maritimes africaines tout en haut des programmes nationaux, sous-régionaux, régionaux et mondiaux en matière de sécurité
- Évaluer les accords de collaboration existants concernant les intérêts maritimes africains dans le domaine de la sécurité, y compris l'appui américain à ces efforts

### **Contexte :**

Le domaine maritime africain représente une dimension critique pour le continent et la communauté internationale. Les ressources et activités situées à l'intérieur du domaine maritime africain - pêches, minéraux, hydrocarbures, tourisme et commerce - jouent un rôle essentiel dans les économies des pays côtiers et constituent une base importante pour la prospérité de l'Afrique. La capacité des États africains à régir leurs domaines maritimes et à mettre en valeur et à gérer leurs ressources de manière durable déterminera leur aptitude à offrir un ensemble de bénéfices à leurs citoyens, à améliorer la sécurité et le développement et à contribuer de manière efficace à la sécurité et à la prospérité mondiales. Pour y parvenir, les États africains doivent continuer à œuvrer aux niveaux régional, inter-régional et du continent pour traiter l'ensemble des préoccupations affectant l'espace maritime, dont la piraterie et les vols à main armée en mer ; les pêches illicites, non déclarées et non réglementées (INN) ; les trafics illicites d'êtres humains, de stupéfiants, d'armes, de marchandises de contrefaçon, de biens culturels et de contrebande ; le vol, la contrebande, la falsification et la fraude concernant le pétrole, les combustibles et autres ressources ; les menaces sur les navires, les installations offshore et les ports ; et enfin, les questions concernant la sécurité de la navigation (relevés hydrographiques, recherches et sauvetages), la pollution maritime et le renforcement global des capacités.

#### *Piraterie et vols à main armée en mer*

Même si la menace a diminué en Somalie depuis près de cinq ans, et que les modalités et la fréquence des attaques dans le golfe de Guinée ont changé, les risques de piraterie et de vols à main armée sur les navires de commerce demeurent aussi présents que jamais. L'instabilité causée par le conflit du Yémen s'est traduite par des attaques idéologiques sur des navires battant certains pavillons, par l'utilisation de systèmes sous-marins télécommandés pour endommager les navires et par l'implication des terroristes dans les activités de piraterie. Les coûts accrus des assurances et de la sécurité pour les armateurs

à cause de la piraterie, par exemple, a obligé de nombreux transporteurs commerciaux à réévaluer le rapport risque-récompense en ce qui concerne leurs opérations en Afrique.

### *Pêches*

Les pêches illicites, non déclarées et non-réglées (INN) menacent les pêches africaines, une source vitale d'alimentation et d'emplois pour des millions d'Africains. Certains estiment que les stocks halieutiques de l'Afrique seront décimés dans quarante ans, alors que d'autres experts prévoient un doublement de la population africaine durant la même période. Sans mesures de collaboration, de coopération et de coordination drastiques, la diminution des ressources halieutiques et la hausse de la population entraîneront une insécurité alimentaire, avec des effets concomitants sur la sécurité.

### *Trafics illicites*

Les trafics illicites ont d'importantes répercussions sur la sécurité mondiale. Le trafic illégal d'êtres humains depuis l'Afrique, principalement vers l'Europe, constitue une préoccupation de sécurité majeure pour les citoyens africains entreprenant le périlleux voyage - par mer ou par terre - et pour les pays d'accueil. Même si la mer est largement utilisée pour le trafic d'êtres humains, elle constitue également une voie importante pour l'entrée et la sortie d'armes et de stupéfiants d'Afrique. L'effet que l'argent de la drogue a sur la corruption et la violence en Afrique de l'Ouest a été bien décrit. La Guinée-Bissau, un cas extrême, est devenue le premier narco-État du continent. En outre, de larges flux de fonds illicites alimentent l'inflation.<sup>13</sup> Par ailleurs, il existe un partenariat commode entre les trafiquants de stupéfiants, d'autres criminels et les insurgés. Des activités criminelles, en apparence anodines, comme le vol de carburant sont devenues des sources de financement de plus en plus importantes pour les organisations criminelles transnationales, les mouvements insurrectionnels et les groupes terroristes. Les États africains ne doivent pas ignorer une quelconque activité criminelle se produisant dans leur espace maritime.

### **Questions à discuter :**

- Quels sont les principaux intérêts maritimes africains régionaux, continentaux et internationaux et comment sont-ils liés à des considérations mondiales ?
- Comment les pays africains peuvent-ils améliorer leur collaboration, coopération et coordination à l'aide des mécanismes et initiatives existants ? Comment les États-Unis peuvent-ils mieux soutenir ces efforts ?
- Comment les États africains adaptent-ils le lien sécurité-gouvernance-développement dans l'espace maritime pour sécuriser les eaux contre les menaces extérieures et protéger le domaine maritime en vue d'améliorer la vie sur terre ?

### **Lectures recommandées :**

Adeniyi Adejimi Osinowo, « La lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée », *Bulletin de la sécurité africaine*, No. 30, février 2015.

[Http://africacenter.org/publication/combating-piracy-gulf-guinea-html/](http://africacenter.org/publication/combating-piracy-gulf-guinea-html/) (également disponible en anglais et portugais).

Ian Ralby, « Cooperative Security to Counter Cooperative Criminals », *Defence IQ*, 2017,

<https://www.defenceiq.com/naval-and-maritime-defence/articles/cooperative-security-to-counter-cooperative>.

Raymond Gilpin, « Examining Maritime Insecurity in Eastern Africa », *Soundings*, janvier 2016,

[http://www.navy.gov.au/sites/default/files/documents/Soundings\\_No\\_8.pdf](http://www.navy.gov.au/sites/default/files/documents/Soundings_No_8.pdf).



## **Séance plénière 9 : Focus sur un conflit : Lutte contre l'extrémisme violent au lac Tchad et dans la Corne de l'Afrique**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Évaluer l'environnement de sécurité dans la Corne de l'Afrique et le Bassin du lac Tchad
- Donner l'opportunité de conceptualiser et d'élaborer un modèle de sécurité humaine utilisable pour contribuer à la gouvernance démocratique et développer des capacités de sécurité efficaces au niveau national et sous-régional

### **Contexte :**

La Corne de l'Afrique et le Bassin du lac Tchad sont responsables de la majorité des incidents terroristes en Afrique subsaharienne.<sup>14</sup> Malgré des tactiques et des conséquences similaires, les régions ont traité les groupes extrémistes à l'aide de stratégies politiques et militaires différentes.

#### *Corne de l'Afrique*

Les discussions sur l'insécurité et l'instabilité dans la Corne de l'Afrique s'étendent à Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie, le Kenya, le Soudan, le Soudan du Sud et l'Ouganda, de même que des États non-africains comme le Yémen. Il existe deux raisons à cet état de fait : les liens régionaux existants entre ces pays et la dynamique régionale de conflit et de violence. Le dénuement économique, les graves insuffisances au niveau des services de base et la faiblesse de l'infrastructure ont créé les conditions d'une pauvreté institutionnalisée pour des millions de personnes et augmenté la vulnérabilité des communautés aux groupes extrémistes, comme *Al Shabaab*. Même si des pays comme l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda ont enregistré des taux de croissance économique solides ces dernières années, les bénéfices de cette croissance n'ont pas eu de retombées pour la grande majorité des citoyens. D'autre part, l'afflux des habitants des régions pauvres vers les villes plus prospères, en tant que réfugiés et migrants économiques, a exacerbé l'insécurité dans certaines circonstances.

La nature multidimensionnelle et interconnectée du conflit dans la Corne de l'Afrique suggère que toute analyse des causes, conséquences et solutions à l'insécurité persistante doit être menée par les acteurs concernés sur le terrain, comme celles ayant reçu l'appui de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Même si l'on a constaté quelques lueurs d'espoir sporadiques - comme les percées diplomatiques dans les négociations, l'amélioration des performances économiques, les tendances à la gouvernance démocratique et les réductions des tensions

militaires - les États de la Corne de l’Afrique restent fragiles et la paix (où elle existe) est très relative. Il est nécessaire d’insister en permanence sur la gouvernance responsable, la politique représentative et inclusive, les progrès et efforts économiques équitables pour freiner l’extrémisme idéologique.

### *Bassin du lac Tchad*

Boko Haram déstabilise le nord-est du Nigeria depuis 2009. Toutefois, le bassin élargi du lac Tchad, composé du Nigeria, du Niger, du Tchad et du Cameroun, a également été l’objet d’attaques. Boko Haram utilise les attaques armées, les attentats suicides et les enlèvements de masse pour garder la population dans un état de crainte perpétuelle. Le groupe soutient une interprétation stricte de la loi islamique (charia) pour le pays et s’oppose à toute influence occidentale. L’idéologie rhétorique extrémiste de Boko Haram a fait son apparition en juillet 2009, après la capture de son fondateur, Mohammad Yusuf, par les forces de sécurité nigériennes et son exécution au quartier général de la police ainsi que celles de centaines de ses sympathisants au cours d’une répression de masse.<sup>15</sup> Lorsqu’Abubakar Shekau, le commandant adjoint de Boko Haram, prit les rênes, il repositionna le groupe dans une optique de djihad armée mondiale, soutenant ouvertement les insurrections islamiques en Afrique du Nord, Somalie, Yémen et Irak. En échange, Boko Haram a reçu les louanges et le soutien de l’organisation centrale d’Al-Qaïda et de ses affidés. Sous Shekau, Boko Haram a accru ses assassinats de personnalités politiques, ses attaques contre les civils, le ciblage des institutions au-delà du nord, notamment le siège régional des Nations Unies à Abuja. Toutes ces activités terroristes ont eu une influence de plus en plus déstabilisante sur les pays voisins. Enfin, le groupe s’est mis à utiliser des femmes kamikazes.<sup>16</sup>

L’armée nigérienne a fait preuve de réticence ou a été incapable de combattre le groupe ou de protéger les civils. Depuis février 2015, cependant, un groupe de forces multinationales, comprenant des troupes du Nigeria, du Tchad, du Niger, du Bénin et du Cameroun a réussi à repousser Boko Haram. Néanmoins, Boko Haram continue d’être le groupe le plus mortel du Nigeria et de la sous-région.

### **Questions à discuter :**

- Selon vous, comment doit-on évaluer les environnements de sécurité dans la Corne de l’Afrique et le Bassin du lac Tchad ?
- Quel rôle le concept de sécurité humaine doit-il jouer dans la transformation des secteurs de la sécurité de la Corne de l’Afrique et du Bassin du lac Tchad ?
- Comment une réforme du secteur de la sécurité peut-elle contribuer à la démocratie, à la bonne gouvernance et au développement dans la Corne de l’Afrique et le Bassin du lac Tchad ?
- Les groupes extrémistes devraient-ils être considérés dans une optique globale ? Ou, s’agit-il de griefs locaux ?

**Lectures recommandées :**

Jideofor Adibe, « Re-evaluating the Boko Haram Conflict », *Africa in Focus*, Brookings Institution, février 2016. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2016/02/29/re-evaluating-the-boko-haram-conflict/>



## **Séance plénière 10 : Focus sur un conflit : Résolution de la guerre civile au Soudan du Sud et en République centrafricaine**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Évaluer la sécurité et l'environnement politique en République centrafricaine et au Soudan du Sud
- Conceptualiser et élaborer un modèle de sécurité humaine applicable à la résolution des conflits
- Décortiquer les rôles joués par les communautés régionales et internationales comme soutien/obstacle à la paix

### **Contexte :**

Les missions de maintien de la paix au Soudan du Sud et en République centrafricaine sont parmi les plus importantes et les plus chères d'Afrique. Bien que les deux pays soient *officiellement* en période de post-conflit, la violence politique continue de manière régulière. Ensemble, ces deux pays remettent en cause la viabilité de la doctrine de responsabilité de protéger (R2P) et l'influence exercée par les organismes régionaux et internationaux.

#### *Soudan du Sud*

Le Soudan du Sud a obtenu son indépendance du Soudan à la suite du référendum de 2011, après près de 40 années de guerre civile. Toutefois, en décembre 2013, le Soudan du Sud plongea dans un conflit civil après la division du parti au pouvoir en factions rivales. La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (UNMISS) était en place depuis 2011, avec pour mandat initial d'aider la transition du nouveau pays après son indépendance du Soudan. Cependant, l'éclatement des combats a entraîné l'établissement d'un nouveau mandat plus ferme et l'accroissement du nombre de soldats de la paix. A présent, près de 16 000 soldats de la paix servent dans l'UNMISS.

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) dirige les efforts de rétablissement de la paix entre les rivaux politiques du Soudan du Sud. Le processus de paix reste dans l'impasse actuellement au milieu de l'aggravation de la crise humanitaire ; L'*Accord sur la résolution du conflit en République du Soudan du Sud*, signé en août 2015, échoua une année plus tard. La recrudescence de violence a entraîné une urgence humanitaire ; en 2017, 2 millions environ de Soudanais du Sud étaient des déplacés internes.<sup>17</sup> Au début de 2016, l'ONU a déclaré que la famine affectait plus de 40 % de la population. Au Soudan du Sud, les difficultés rencontrées par la communauté régionale,

l'IGAD et l'UA dans la médiation et les demandes de comptes aux protagonistes révèlent la faiblesse des pressions exercées.

### *République centrafricaine*

La République centrafricaine est en conflit depuis longtemps, d'où pour cette raison l'intervention de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) dès 1997, avec la Mission interafricaine de surveillance des Accords de Bangui, chargée de surveiller la mise en œuvre des Accords de Bangui et de désarmer les rebelles et les milices. Dernièrement, en 2012, la Seleka, une coalition majoritairement musulmane de groupes armés du nord-est de la République centrafricaine, s'est mise à attaquer le gouvernement et ses sympathisants, pour protester contre l'exclusion politique et économique. En 2013, la Seleka, évinça le président d'alors, François Bozizé, le remplaçant avec le dirigeant de la Seleka, Michel Djotodia, signalant de ce fait l'échec de l'Accord de Libreville censé mettre fin aux combats. De nombreux analystes conclurent que la Seleka bénéficiait de l'appui d'Idriss Deby du Tchad, qui s'inquiétait que l'instabilité de la République centrafricaine s'étende au Tchad. Michel Djotodia démissionna en 2014, face aux accusations de violations des droits de l'homme et en raison de l'insécurité grandissante. Un gouvernement de transition fut mis en place jusqu'à la tenue des élections en février 2016.

Conformément au principe de subsidiarité, la Mission de consolidation de la paix de la CEEAC en République centrafricaine (MICOPAX) depuis 2008 céda d'abord la place aux envoyés diplomatiques de l'Union africaine, puis à la Mission de l'UA en RCA forte de 6 000 hommes. La mission fut transférée à l'ONU qui la rebaptisa Mission de l'ONU en République centrafricaine (MINUSCA) dotée de 13 633 soldats de la paix. La mission actuelle de l'ONU est la sixième d'une longue liste d'efforts de rétablissement et de maintien de la paix depuis 1998. Bien que des élections eurent lieu en 2016, suivies de la mise en place théorique d'un gouvernement et du lancement d'un programme de désarmement, le conflit continue en RCA, notamment dans l'est et le nord-ouest.<sup>18</sup>

### **Questions à discuter :**

- Quels rôles les institutions jouent-elles dans la fomentation de la violence ?
- Quel rôle doit R2P jouer dans la résolution des conflits en RCA et au Soudan du Sud, par opposition à l'obtention d'un règlement politique ?
- Quelle pression les organismes régionaux et internationaux peuvent-ils exercer dans la résolution des conflits ?

### **Lectures recommandées :**

Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (pour la période allant du 2 mars au 1er juin 2017) », 15 juin 2017, S/2017/505 (également disponible en anglais)

Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport du Secrétaire général de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine », 2 juin 2017, S/2017/47 (également disponible en anglais).



## Séance plénière 11 : Focus sur un conflit : Crises de gouvernance au Cameroun et au Mozambique

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Comprendre les liens entre gouvernance et conflit
- Discuter des mécanismes de gestion de conflits par la gouvernance et les institutions
- Examiner le rôle des institutions régionales et internationales dans la réduction des tensions

### **Contexte :**

Au cours des dix dernières années, la gouvernance globale s'est légèrement améliorée en Afrique. Mais, lorsque l'on examine individuellement les pays, le tableau est nettement plus contrasté. Même s'ils ne sont pas les seuls États présentant des normes de gouvernance en déclin, le Cameroun et le Mozambique fournissent néanmoins de précieux renseignements sur les conséquences et les facteurs responsables d'une telle détérioration, soulignant les effets négatifs d'une exclusion politique, sociale, culturelle et économique.<sup>19</sup>

#### *Cameroun*

En octobre 2016, dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun, des juristes anglophones exigeant la traduction en anglais du Code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, se mirent en grève. Rapidement, les manifestations prirent une autre tournure lorsque des personnes de tous horizons ayant des griefs concernant le manque de respect pour les droits culturels, la répartition des ressources et l'exclusion ethnique s'y joignirent. Leurs exigences incluaient une dose supplémentaire de fédéralisme. Certains même appelaient à la sécession. La réaction violente du gouvernement aboutit à la mort de plusieurs manifestants, à l'arrestation de plusieurs centaines d'autres et à l'interruption des services Internet pendant 92 jours. Simultanément, le gouvernement ouvrit des négociations avec la communauté anglophone, créa une Commission pour le bilinguisme et le multiculturalisme et augmenta le nombre d'enseignants anglophones, entre autres mesures d'apaisement.<sup>20</sup> Les tensions entre les communautés francophones et anglophones ne sont pas nouvelles, datant de la période de l'indépendance. Le gouvernement francophone de l'époque essaya de faire du pays une seule nation par le biais de la répression, de la division et de la marginalisation des communautés anglophones. Même si les manifestations ont diminué, les griefs demeurent, de même que le mouvement sécessionniste militant. La période de manifestations a aussi laissé apparaître un clivage entre l'élite anglophone et

les habitants des régions anglophones, l'élite encourageant des mesures plus conciliantes. Pour de nombreux analystes, la résolution du problème se trouve dans la poursuite du dialogue, l'amélioration de l'inclusion politique et économique et une réponse plus robuste de la communauté internationale face à la politique répressive du gouvernement.<sup>21</sup>

### *Mozambique*

L'accord de paix de 1992 instaura la paix entre la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine) insurrectionnelle et le FRELIMO (Front de libération du Mozambique) au pouvoir, après 16 années de guerre civile. Depuis lors, les membres de la RENAMO se sont présentés avec succès aux élections législatives, représentant en moyenne 35 % des élus du parlement. Toutefois, la RENAMO n'a jamais gouverné le Mozambique, bien qu'elle conteste fréquemment le résultat des élections. Le gouvernement a toujours eu recours à la médiation pour résoudre les impasses politiques. Toutefois, en 2014, le dirigeant de la RENAMO et plusieurs centaines d'insurgés du groupe ont lancé des attaques contre le gouvernement, l'accusant d'avoir falsifié les élections de 2014 et de n'avoir jamais cherché à intégrer la RENAMO politiquement et militairement. La violence s'est poursuivie avec les assassinats de plusieurs membres de grande notoriété de la RENAMO et du FRELIMO.<sup>22</sup> 15 000 Mozambicains environ ont été déplacés. Bon nombre d'entre eux trouvant refuge au Malawi, la plupart fuyant les attaques du gouvernement contre les civils.<sup>23</sup> En 2014, le FRELIMO et la RENAMO signèrent un nouvel accord de paix, et des négociations sont en cours avec la perspective d'un autre accord. Les éléments clés de l'accord ne sont pas différents des accords précédents. Les parties continueront à négocier sur la décentralisation des pouvoirs, les élections provinciales et la réintégration de la RENAMO dans la police et l'armée.

### **Questions à discuter :**

- De quelles manières les manifestations du Cameroun s'apparentent-elles à des défis posés à la gouvernance dans vos propres pays ?
- De quelles manières peut-on gérer efficacement les partis politiques qui ne gagnent jamais ?
- À quel moment dans les résolutions de guerre civile la politique doit-elle reprendre son cours normal ?
- Les règlements politiques doivent-ils tenir compte des clivages ethniques et régionaux ?

### **Lectures recommandées :**

Crisis Group, « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », Africa Report No. 250, 2 août 2017. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads> (également disponible en anglais).

Human Rights Watch, « Mozambique », janvier 2017.

<https://www.hrw.org/sites/default/files/mozambique.pdf> (également disponible en portugais).



## **Séance plénière 12 : Défis sécuritaire en Afrique : Perspective d'avenir**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Examiner la nature et la portée des nouveaux problèmes de sécurité en Afrique
- Discuter des défis et opportunités auxquels les professionnels africains (et leurs partenaires extérieurs) du secteur de la sécurité sont confrontés dans leur lutte contre les nouvelles menaces à la sécurité
- Examiner comment les approches coopératives sur la sécurité peuvent aider les pays africains à traiter leurs problèmes de sécurité

### **Contexte :**

Pendant la majeure partie de la période post-coloniale, la plupart des dirigeants africains ont défini la sécurité en termes de survie du régime. Par conséquent, bon nombre d'entre eux n'ont pas réussi à résoudre d'autres problèmes de sécurité tout aussi importants auxquels leurs pays sont confrontés, notamment les conflits, les armes légères, les défis à la sécurité maritime et le terrorisme. Depuis une vingtaine d'années, la notion de sécurité n'est plus axée sur le seul maintien de l'intégrité des États, qui était sa mission traditionnelle. Donc, outre la préoccupation de l'État concernant la sécurité au sens strict, l'accent est davantage mis sur la sécurité du citoyen et le bien-être de la communauté. À d'importants égards, le nouveau concept reflète l'agenda actuel en matière de sécurité, où des problèmes tels que la dégradation de l'environnement, les droits de l'homme, les perspectives sexospécifiques sur la sécurité, le réchauffement climatique, les pénuries d'eau et de pétrole, la propagation des maladies endémiques, les conflits ethniques, la criminalité transnationale et la fragilité de l'État ont pris une importance croissante. Les nouvelles perspectives sur la sécurité reconnaissent un certain nombre de réalités : il existe maintenant de nouvelles menaces graves qu'aucun pays, quelle que soit sa richesse, ne peut traiter seul. La majorité de la population mondiale est menacée par des problèmes qui ne sont pas nécessairement liés aux armes de destruction massive et aux réseaux terroristes. La plupart des problèmes auxquels le monde dit en développement est confronté devraient préoccuper tous les pays.

Les tendances économiques et politiques mondiales sont contrastées. Les économies continuent à croître dans le monde. Cependant, la pauvreté persiste et devient même plus critique et reste concentrée à proximité de marchés nationaux prospères, avec un développement progressant de manière inégale. La politique internationale a connu une plus grande inclusion des nations émergentes et de leurs populations prépondérantes, offrant ainsi une voix plus forte à la majorité de l'humanité. Cependant, les divisions persistent dans ce monde multipolaire et il reste à offrir des réponses réellement

communes aux défis mondiaux, comme le changement climatique mais aussi les migrations humaines, les crises sanitaires internationales et les flux migratoires. Sans surprise, les efforts entrepris pour comprendre les tendances économiques et politiques dominantes à l'échelle mondiale engendrent des différences d'opinion. La croissance récente dans des pays comme la Chine a remis en cause l'hypothèse selon laquelle la transition vers des économies de marché libres entraîne une ouverture politique. La plupart des indicateurs suggèrent que l'intégration mondiale de la politique, de l'économie et de la technologie, etc. se poursuit inéluctablement au même rythme. Cependant, certains observateurs font remarquer que le processus est confronté à des contre-courants et s'est ralenti, ou est au point mort dans certaines régions, aboutissant à des poches de re-localisation ou de « fragmentation ».

Les nouvelles menaces critiques à la sécurité auxquels les pays africains doivent faire face peuvent être nationales, régionales ou mondiales. Pour la plupart, ces défis se renforcent mutuellement et ne peuvent être traités séparément. Les pays africains (et leurs partenaires extérieurs) doivent réfléchir stratégiquement à des solutions qui sont créatives, coordonnées et complètes. Voici une liste d'exemples de nouvelles menaces à la sécurité : les évolutions démographiques et l'augmentation de la population jeune, les trafics de migrants et d'êtres humains, l'urbanisation et la « nouvelle frontière », les idéologies extrémistes omniprésentes et en réseau, les conditions négatives du commerce, et enfin les conflits nationaux et sous-nationaux à propos des frontières et des régimes fonciers.

Pour les dirigeants africains, les forces économiques et politiques mondiales façonnent leur environnement de travail. Le cadre élargi peut offrir des perspectives comparatives sur la nature, la portée et l'impact des menaces et défis contemporains qui voient le jour à la suite de transitions politiques et économiques. Les enseignements et les pratiques tirés des efforts mis en œuvre pour traiter les chocs, les crises et les problèmes engendrés sont également importants. Les perspectives économiques et politiques mondiales peuvent également indiquer la possibilité de l'émergence de défis futurs à la sécurité et à la défense.

### **Questions à discuter :**

- De quelle manière la définition de la « sécurité » a-t-elle évolué en Afrique pour tenir compte de la modification de l'environnement de sécurité ?
- Quels sont certains des problèmes de sécurité les plus pressants auxquels le continent doit faire face ? Comment ces défis ont-ils évolué au cours du temps ?
- À part les services de sécurité traditionnels (par exemple, l'armée, la police, la gendarmerie et les services de renseignement), quelles organisations, structures et institutions doivent être incluses dans le débat national sur la définition des intérêts de sécurité ? Pourquoi doivent-elles être incluses et de quelle manière peuvent-elles contribuer au débat ?

**Lectures recommandées :**

Security Council Report, « Can the Security Council Prevent Conflict », Research Report, février 2017. [http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/research\\_report\\_conflict\\_prevention\\_2017.pdf](http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/research_report_conflict_prevention_2017.pdf)

Julia Bello-Schünemann, Jakkie Cilliers, Zachary Donnenfeld, Ciara Aucoin et Alex Porter, « African Futures: Key Trends to 2035 », *ISS Policy Brief*, 1er septembre 2017. <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/policybrief105.pdf>



## **Table ronde publique : Reconstruction des communautés africaines après un conflit**

**Format :** Table ronde publique  
Session de questions et réponses

### **Objectifs :**

- Identifier les principaux éléments nécessaires à une consolidation de la paix réussie
- Tenir compte de la diversité des acteurs nationaux à engager, dans le but de réaliser une paix durable
- Appliquer les enseignements tirés de la consolidation de la paix aux conflits sociaux et politiques au sens large

### **Contexte :**

Une paix durable après un conflit civil violent est une entreprise multidimensionnelle de plusieurs années. Une consolidation de la paix réussie après une guerre civile nécessite une refonte des institutions, une reconstitution des liens sociaux et une reconstruction de l'État. Comme les bâtisseurs de la paix africains le savent depuis longtemps, ces tâches indispensables requièrent la participation d'un large éventail d'acteurs. Dans de nombreux cas, les acteurs pertinents (comme les jeunes, les femmes, la société civile et les groupes ethniques minoritaires) peuvent être étrangers à la dynamique politique de l'après-conflit. Ce sont les enseignements que nous devons tirer des conflits qui se sont bien terminés, comme en Sierra Leone, au Liberia et en Afrique du Sud.

Les institutions restent le ciment entre les facteurs sous-jacents du conflit et les efforts entrepris par l'État pour obtenir une paix durable. Les conflits qui se terminent bien requièrent des institutions fortes et indépendantes pour créer des lois équitables, respecter l'État de droit, appliquer la justice, fournir l'éducation et assurer l'accès aux soins de santé. Toutefois, les institutions sont le produit de règles et d'intérêts corporatistes. En tant que tel, une condition préalable requise consiste à rendre les institutions pertinentes et acceptées, un exploit qui exige de donner priorité à une approche inclusive sur la consolidation de la paix.

Même si l'accent sur les dynamiques politiques et sociales est un élément important pour la réussite de la consolidation de la paix, les institutions régionales et internationales demeurent indispensables. L'Afrique, comme les autres régions sujettes aux conflits, a besoin de partenaires solides pour tirer parti des dividendes de paix. Les ressources et l'appui des organisations régionales et internationales peuvent être critiqués pour

promouvoir les bienfaits de la paix. Toutefois, les partenariats doivent tenir compte de leurs limites et reconnaître les motivations stratégiques de chaque engagement.

### **Questions à discuter :**

- Comment les différents acteurs de vos pays ont-ils contribué à la résolution d'un conflit politique ou social ? Quels acteurs étaient impliqués ?
- Quelles sont les différentes façons pour l'État et la société de se ré-engager à la suite d'un conflit politique et social ?
- Comment l'engagement de l'État avec une palette variée d'acteurs peut-il prévenir un conflit violent ?

### **Lectures recommandées :**

Pamela Aall et Chester Crocker, « Social Environment and Conflict in Africa », in *Fabric of Peace in Africa: Looking Beyond the State* (Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, Waterloo, Canada : 2017).

Chester Crocker et Pamela Aall, « Can State and Society be Woven Together? » in *Fabric of Peace in Africa: Looking Beyond the State* (Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, Waterloo, Canada : 2017).

Mathurin C. Hounnikpo, « Repressing or Protecting? The Security Sector and Society in Africa », in *Fabric of Peace in Africa: Looking Beyond the State* (Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, Waterloo, Canada : 2017).

## **Exercice de restitution : Résolution des problèmes de sécurité**

Chaque groupe de discussion aura l'occasion d'informer la session sur les principaux points de discussion à partir du module « Résoudre les problèmes de sécurité. »

Pendant le groupe de discussion avant le briefing, les participants choisiront un porte-parole et un président, pour orienter la discussion. Il peut également être utile de sélectionner un preneur de notes.

Les participants doivent concentrer leur briefing sur les questions suivantes.

### *Question commune*

Quelle est l'importance de se concentrer sur la sécurité humaine versus la sécurité de l'État ?

### *Groupe 1 :*

Le cadre de travail actuel de l'architecture africaine de paix et de sécurité répond-il de manière adéquate aux défis de la sécurité de l'Afrique ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

### *Groupe 2 :*

Combien pertinentes sont la sécurité et la stratégie maritime pour les États sans littoral ?

### *Groupe 3 :*

Sélectionnez deux futures tendances liées à la sécurité affectant l'Afrique. Comment ces défis peuvent-ils devenir des actifs plutôt que charges ?

### *Groupe 4 :*

Quels sont les moyens pour l'Afrique de tirer parti de ses actifs dans des partenariats avec les organisations régionales et internationales ?

Chaque présentateur aura entre 5 à 7 minutes pour présenter les conclusions du groupe de discussion. Le briefing ne nécessite pas une présentation PowerPoint.

Après que toutes les présentations sont entendues, le reste des membres de la session auront la chance de discuter le modèle.



## **Séance plénière 13 : Mobiliser les partenaires extérieurs en matière sécurité**

**Format :** Séance plénière  
Groupe de discussion

### **Objectifs :**

- Identifier les variations dans les modèles d'aide à la sécurité externe
- Mettre en évidence le potentiel de leadership efficace pour gérer et coordonner l'aide des donateurs externes
- Enquêter sur les liens entre le développement de la stratégie de sécurité nationale et la coordination de l'assistance de sécurité efficace

### **Contexte :**

De nombreux états africains renforcent leurs systèmes et leurs services de sécurité par le biais d'un recours à des partenaires externes afin de fournir des fonds. Cependant, cette assistance est rarement coordonnée entre les partenaires externes et les états africains et ne correspond pas toujours aux besoins ou aux stratégies de sécurité nationale des gouvernements africains. En conséquence, de nombreux états africains ont des équipements dont ils n'ont pas besoin ou ne peuvent pas maintenir, manquent de formation pour bien utiliser le matériel ou possèdent des équipements qui ne peuvent pas être interopérables. Par conséquent, les états africains ne peuvent pas assurer efficacement la sécurité de leurs nations et leurs partenaires ne peuvent peut-être pas utiliser efficacement leurs ressources.

Les partenaires extérieurs s'efforcent de fournir une assistance pour répondre à leurs propres objectifs de politique étrangère et de sécurité, qui peuvent ou ne peuvent pas correspondre à ceux des états africains. De plus, les partenaires extérieurs se coordonnent rarement entre eux, pour identifier les domaines d'avantages comparatifs ou l'alignement avec les objectifs et les réalités africaines. Cette inadéquation des objectifs peut rendre inefficace l'aide à la sécurité gaspillant des ressources précieuses. Par conséquent, beaucoup d'analystes ont appelé à davantage de coordination entre les donateurs et entre les donateurs et les états africains. Par exemple, les États-Unis peuvent obtenir un gain par la coordination militaire et la formation au maintien de la paix avec la France ; à la différence des États-Unis, la France a un réseau plus vaste d'écoles liées au maintien de la paix ; comme un exemple récent, la coopération entre les États-Unis et la France sur l'école de maintien de la paix à Bamako a entraîné une baisse des coûts dans l'ensemble et plus de pertinence de la formation pour les nations participantes.<sup>24</sup>

Toutefois, la coordination ne doit pas se concentrer uniquement sur les partenaires. Pour accroître l'effet de levier et l'efficacité de l'aide à la sécurité, les états africains et les

institutions doivent parfaitement comprendre leur environnement de sécurité, leurs forces, leurs faiblesses et leurs objectifs. Ces considérations sont à l'origine de la feuille de route de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) (2016-2020). Par la création de la feuille de route de l'APSA, l'Union africaine officialise le rôle des différents intervenants dans l'APSA et reconnaît le rôle des différents partenaires externes dans la réalisation des objectifs stratégiques de l'UA pour « faire taire les armes. » Par la suite, l'Organisation des Nations unies a adopté la feuille de route de l'APSA, considérant la feuille de route comme la clé pour « [la formulation] des positions et des stratégies cohérentes au cas par cas dans la gestion des situations de conflit en Afrique. »<sup>25</sup>

Lorsque les états africains et les institutions peuvent évaluer et énoncer leurs objectifs stratégiques clairement, ils peuvent exploiter plus efficacement et coordonner l'aide des donateurs pour leurs secteurs de la sécurité. Toutefois, les donateurs s'intéressent aussi bien à la coordination efficace ; le manquement à faire cela pourrait entraîner un gaspillage de ressources et des objectifs mal respectés.

#### **Questions à discuter :**

- Comment les gouvernements africains et leurs partenaires extérieurs coordonnent les besoins en matière de sécurité, les exigences en matière de responsabilisation et les dons ?
- Pouvez-vous identifier un engagement de sécurité financé par l'extérieur ou un exercice qui n'a pas répondu aux besoins de votre pays ? Quel a été le résultat d'un tel engagement ? Qu'est-ce qui aurait pu être une meilleure approche pour le développement de ce partenariat ?

#### **Lectures recommandées :**

L'Union africaine, *l'Architecture africaine de paix et de sécurité. Feuille de route de l'APSA de 2016 à 2020*, avril 2016, pp. 1-22 (disponible en français)

Pedro Ecosteguy, « Capítulo II - A União Africana e a nova Arquitetura Africana de paz e segurança, em. *A Nova Arquitetura Africana de Paz e Segurança: Implicações para o Multilateralismo e para as Relações do Brasil com a África.* » Fundação Alexandre de Gusmão (Brasília, Brasília, 2011).

## **Séance plénière 14 : Priorités de la Politique d' Afrique du Département de la défense des États-Unis**

**Format :** Séance plénière  
Groupe de discussion

### **Objectifs :**

- Pour comprendre la mission et organisation du département de la Défense des États-Unis (DOD) et son rôle dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique des États-Unis en Afrique
- Pour comprendre le rôle de l'AFRICOM et ses relations au sein du DOD

### **Contexte :**

Le département de la Défense des États-Unis (DOD) est chargé de prévenir la guerre et de protéger les États-Unis. Il le fait par le maintien de forces militaires, dont les principaux éléments sont l'Armée, la Marine (Navy), le corps de la Marine (Marine Corps) et l'Armée de l'air. Alors que la garde-côtière (Coast Guard) est un organisme du département de la Sécurité intérieure des États-Unis (DHS), il a également des capacités militaires traditionnelles et des responsabilités qui sont exercées comme dirigées par le DHS et le DOD. Dans les cas d'urgence, la réserve et la garde nationale augmentent les forces militaires régulières. L'ensemble de cette capacité militaire est orchestré par le bureau du secrétaire de la Défense et par l'état-major interarmées à travers la structure de commandement de combat. Le secrétaire de la Défense exerce l'autorité, la direction et le contrôle sur le département. Toutefois, le président des États-Unis est le commandant en chef et l'institution est fermement sous contrôle civil.

Bien que le département d'État soit l'agence-chef de file pour l'aide étrangère et fournisse des fonds pour la formation des forces militaires étrangères (p. ex. ACOTA), le département de la Défense est l'acteur principal avec les établissements de défense étrangers aux fins suivantes :

- Construction des relations de défense qui favorisent les intérêts des États-Unis en matière de sécurité ;
- Développement des capacités des forces armées des alliés et des amis ;
- Amélioration de l'échange d'informations et partage de renseignements dans le but d'harmoniser les vues sur les défis en matière de sécurité ;
- Fourniture de contingences en temps de paix et de l'accès en route pour les forces américaines.

### *Mise en œuvre de programmes de coopération en matière de sécurité*

Les cours d'éducation militaire professionnelle aux États-Unis fournissent aux dirigeants étrangers actuels et futurs le perfectionnement professionnel nécessaire pour diriger et maintenir des forces militaires suffisantes sous contrôle civil démocratique. Les compétences tactiques et stratégiques apprises offrent des avantages d'interopérabilité tant pour les États-Unis que pour les forces étrangères. Le département de la Défense met en œuvre deux principaux programmes de formation et d'éducation militaire : les programmes d'éducation et de formation militaire internationale, International Military Education and Training (IMET) et d'études juridiques internationales de l'institut de défense (DIILS).

Les programmes de l'IMET permettent aux États-Unis d'influencer de manière positive le développement des institutions militaires étrangères et leurs rôles dans les sociétés démocratiques. Les cours sont offerts à des fonctionnaires non américains sur une variété de sujets, y compris la gestion des ressources de défense, la justice militaire, les relations entre civils et militaires et les droits de l'homme. Ces programmes aident également les efforts déployés par les États-Unis pour renforcer la sécurité régionale et la lutte contre le terrorisme. Les contacts de militaires à militaires permettent en outre aux États-Unis et à ses partenaires de mettre en forme le paysage stratégique, de protéger leurs intérêts communs et de promouvoir la stabilité. L'IMET élargi (E-IMET) ouvre le programme aux participants (tels que les représentants des organisations non gouvernementales et parlementaires nationaux) qui ne prendraient normalement pas part à un programme de formation lié à la défense. Le programme du DIILS fournit l'éducation et la formation aux personnels du secteur de la sécurité militaires ou civils dans des sujets liés à la justice militaire, les droits de l'homme, l'état de droit et la construction d'une réponse légale au terrorisme. Les programmes du DIILS servent à promouvoir la sécurité régionale et à encourager le perfectionnement professionnel et des forces armées stables.

### *Agence de coopération de défense et de sécurité*

La principale mission de l'Agence de coopération de défense et de sécurité (DSCA) est d'appuyer les objectifs régionaux des commandements de combat par le biais de la coopération en matière de sécurité avec les alliés des États-Unis dans le monde. Le DSCA est une composante du bureau du secrétaire de la Défense, relevant de la compétence du bureau du sous-secrétaire de la Défense pour la politique.

### *Le rôle du commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM)*

En février 2007, le président a annoncé son intention de créer un nouveau commandement pour l'Afrique. À l'époque, la responsabilité pour le continent africain était divisée entre les trois commandements américains : Le commandement européen (EUCOM), le commandement central (CENTCOM) et le commandement du pacifique (PACOM). La création d'AFRICOM s'explique par l'augmentation de la pertinence stratégique du continent des intérêts critiques des États-Unis. Pour promouvoir les objectifs stratégiques des États-Unis, l'AFRICOM travaille avec les états africains et les

organisations régionales pour aider à renforcer la stabilité et la sécurité dans la région. Il y parvient grâce à une variété de programmes et d'initiatives visant à améliorer la sécurité nationale et régionale, le professionnalisme militaire et la bonne gouvernance.

**Questions à discuter :**

- Quels sont les éléments des politiques du département de la Défense des États-Unis concernant l'Afrique qui sont les plus importantes pour vous et pour votre travail ?
- Est-ce que les perceptions dans votre pays d'origine sont différentes de ce que vous avez appris aujourd'hui ?
- Comment les informations que vous avez apprises aujourd'hui changent-elles la façon dont vous allez faire votre travail ?

**Lecture recommandée :**

Général d'armée Thomas Waldhauser, « Déclaration de positionnement en 2017 du commandement des États-Unis pour l'Afrique » (United States Africa Command 2017 Posture Statement), 9 mars 2017. <https://www.africom.mil/>



## **Séance plénière 15 : Priorités de la Politique d' Afrique du Département d'État programmes USAID**

**Format :** Séance plénière  
Groupe de discussion

### **Objectifs :**

- Comprendre les objectifs de politique étrangère des États-Unis en Afrique
- Comprendre le rôle du département d'État des États-Unis pour le développement international (USAID) dans la mise en œuvre de politiques et de programmes stratégiques en Afrique
- Examiner les rôles et responsabilités du département d'État et de l'USAID à l'égard des objectifs de sécurité en Afrique

### **Contexte :**

Le département d'État des États-Unis conseille le président sur les questions de politique étrangère et exécute les politiques et les programmes des États-Unis à l'étranger. Plus précisément, le département détermine et analyse les faits liés aux intérêts américains à l'étranger, fait des recommandations sur la politique et l'action future et prend les mesures nécessaires pour exécuter la politique établie. Il négocie les traités et les accords avec les nations étrangères, parle pour les États-Unis à l'Organisation des Nations unies et autres organisations internationales dans lesquelles les États-Unis participent et représentent les États-Unis lors des conférences internationales. Le département d'État est le principal organisme gouvernemental américain pour le développement, la mise en œuvre et l'exécution de la politique étrangère ; tous les autres organismes gouvernementaux, le département de la Défense inclus appuient le département d'État.

### ***Objectifs de politique étrangère des États-Unis en Afrique :***

- Renforcer les institutions démocratiques
- Stimuler la croissance économique, le commerce et l'investissement
- Faire progresser la paix et la sécurité
- Promouvoir l'occasion et le développement

### ***Rôle du département d'État dans la réalisation des objectifs de sécurité en Afrique***

Le département d'État se concentre sur quatre objectifs clés de sécurité des États-Unis en Afrique : le renforcement des capacités pour les opérations de paix en Afrique ; la prévention de conflit, l'atténuation et la résolution ; la professionnalisation militaire ; et le renforcement des capacités du contreterrorisme (CT). Pour atteindre ces objectifs, le département d'État en partenariat avec le département de la Défense des États-Unis

s'engage dans une d'aide directe à la sécurité pour les agences du secteur de la sécurité, dans la mise en forme de la formation et le financement. Bien qu'une grande partie de l'aide soit bilatérale, le département prend aussi une approche régionale en travaillant avec des organisations telles que l'Union africaine, la CEDEAO et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

Les programmes clés du secteur de la sécurité, financés par le département d'État comprennent :

- Éducation et formation militaire internationale (IMET)
- Formation basée sur le financement militaire étranger (FMF)
- Bureau international des stupéfiants et de l'application de la loi (BIL)
- Initiative mondiale sur les opérations de maintien de la paix (GPOI)
- Formation et assistance des opérations de contingence africaine (ACOTA)
- Renforcement des capacités de maintien de la paix internationale (EIPC)

### *Agence des États-Unis pour le développement international*

L'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'agence gouvernementale américaine principale pour l'aide et l'assistance à l'étranger, opère sous les autorités et la direction du secrétaire d'État. L'USAID fait progresser les objectifs de la politique étrangère des États-Unis par le soutien à la croissance économique, l'agriculture, le commerce, la santé mondiale, la démocratie, la prévention de conflit et l'aide humanitaire, entre autres initiatives. L'USAID possède 22 bureaux bilatéraux et 3 bureaux régionaux sur le continent africain. Le développement durable est l'objectif principal de l'USAID en Afrique. L'USAID reconnaît que la bonne gouvernance est un élément essentiel de la croissance économique et du développement et par conséquent promeut la transparence et la responsabilisation dans les institutions et les politiques gouvernementales. À cette même fin, il aide dans les efforts visant à établir et à assurer la primauté du droit par des mesures comme l'aide à l'autorité judiciaire et au secteur juridique.

Objectifs de politique communs du département d'État / d'USAID Afrique :

- Renforcer les institutions démocratiques et l'état de droit
- Prévenir et résoudre les conflits
- Favoriser une croissance économique durable à large base
- Améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé de qualité
- Combattre les défis transnationaux

### **Questions à discuter :**

- Quels sont les éléments des politiques des États-Unis et de USAID concernant l'Afrique qui sont les plus importantes pour vous et pour votre travail ?

- Est-ce que les perceptions dans votre pays d'origine sont différentes de ce que vous avez appris aujourd'hui ?
- Comment les informations que vous avez apprises aujourd'hui changent-elles la façon dont vous allez faire votre travail ?

**Lectures recommandées :**

La stratégie des États-Unis envers l'Afrique subsaharienne, juin 2012. (U.S. Strategy toward Sub-Saharan Africa)

[https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/africa\\_strategy\\_2.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/africa_strategy_2.pdf)



## Séance plénière 16 : Société civile et politique États-Unis - Afrique

**Format :** Séance plénière  
Groupe de discussion

### **Objectifs :**

- Comprendre les différentes activités de la société civile des États-Unis en Afrique
- Identifier le rôle de la société civile des États-Unis dans la politique de l'Afrique
- Mettre en évidence les mécanismes par lesquels la société civile des États-Unis influence la politique de l'Afrique

### **Contexte :**

Les États-Unis ont un réseau de société civile dynamique. Les organisations peuvent se concentrer sur la promotion de politiques particulières, la recherche, ou sur ceux qui mettent en œuvre le programme sur le terrain. Dans les trois cas, les organisations de la société civile peuvent offrir des conseils aux décideurs des États-Unis (bien que certaines organisations pourraient choisir de prendre une position plus neutre). Les cellules de réflexion forment une composante importante et polyvalente de la société civile aux États-Unis. Par une mesure, les cellules de réflexion, qui représentent l'organisation qui recherche, préconise et travaille à l'étranger sont plus nombreuses aux États-Unis que dans tout autre pays. En outre, Washington, D.C., est l'hôte de 397 cellules de réflexion ou 22 pour cent du total de la part des États-Unis, la plus grande de tous les états ; en effet, les dix principales cellules de réflexion sont toutes situées à Washington, D.C. <sup>26</sup>

Au fil des ans, la société civile des États-Unis, souvent en collaboration avec d'autres, a joué un rôle déterminant dans la politique du gouvernement des États-Unis en se concentrant sur un certain nombre de questions clés. Les exemples les plus connus : la participation du gouvernement des États-Unis au Soudan ; la<sup>27</sup> cession d'actifs lors de l'apartheid en Afrique du Sud ;<sup>28</sup> attirant l'attention sur les minéraux des conflits, parmi d'autres préoccupations.<sup>29</sup> Dans chacun de ces cas, des changements de politiques ont suivi après que les organisations réussirent à travailler ensemble pour assembler un ensemble diversifié de parties prenantes pour préconiser, écrire et faire des recherches sur un thème commun.

Dans certains cas, les efforts de la société civile des États-Unis pour attirer l'attention sur des cas ont échoué. Plus récemment, la vidéo créée par l'organisation Invisible Children, *Kony 2012*, visant à sensibiliser le public sur la nature destructrice de l'armée de résistance du seigneur (LRA) de Joseph Kony. Au lieu de cela, elle a été vertement critiquée pour avoir simplifié une histoire complexe et présenté une attention disproportionnée sur un conflit qui avait été considérablement réduit, malgré la brutalité du LRA et plutôt en déclin pour offrir une solution, au-delà de la publicité, à la résolution de l'insécurité dans le nord de l'Ouganda.<sup>30</sup>

Aujourd'hui, les cellules de réflexion basées à Washington travaillent sur la médiation de paix, la sécurité des élections, la consolidation des partis politiques et le renforcement de la capacité de la société civile et des partis politiques. L'organisation d'événements publics, la publication d'articles et le travail avec les diverses parties prenantes sont des éléments clés par lesquels une cellule de réflexion ou une organisation obtient à la fois une forme de retour d'informations de leurs pairs, ainsi qu'elle remplit les objectifs de leur mandat.

### **Questions à discuter :**

- Est-ce que votre travail ou votre agence vous a mis en contact avec des organisations de la société civile des États-Unis ? Quelle a été votre expérience avec elles ?
- Avez-vous observé la société civile aux États-Unis avec des groupes de pensée similaire dans votre pays ? Pouvez-vous commenter les répercussions, le cas échéant, d'une telle relation ?
- Comment est intégrée la société civile dans la prise de décisions dans votre pays ?

### **Lectures recommandées :**

Amnesty International, « Déclaration d'Amnesty International USA au sous-comité sur l'Afrique et à l'audition de politique globale de santé sur le « Rapport sur l'état des minéraux des conflits », 5 avril 2017. »

[https://www.law.umn.edu/sites/law.umn.edu/files/newsfiles/amnesty\\_statement\\_4-5-17.pdf](https://www.law.umn.edu/sites/law.umn.edu/files/newsfiles/amnesty_statement_4-5-17.pdf)

Un, « Le siècle africain », juin 2017. <https://s3.amazonaws.com/one.org/pdfs/ENG-Brief-TheAfricanCentury.pdf>

## **Séance plénière 17 : L'Union européenne en Afrique**

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Analyser l'évolution des relations entre les nations européennes et le continent africain
- Discuter de la nature et de la portée de la collaboration entre l'Union européenne et l'Afrique
- Examiner les leçons tirées du partenariat de stratégie commune Afrique-UE

### **Contexte :**

Les nations européennes ont de solides liens historiques avec le continent africain qui datent de la période avant la colonisation. Ces liens englobent le commerce (à la fois licite et illicite), le voyage et la défense et ont jeté les bases de la diversité des modes de gouvernance qui ont émergé durant la colonisation. Cependant, depuis l'indépendance, les relations entre l'Europe et les États africains ont évolué de cinq façons importantes. Premièrement, l'accent préalable sur les relations centrées sur l'état est en train de changer pour inclure la sécurité humaine, l'humanitarisme et les opérations de soutien de la paix. Deuxièmement, la préoccupation immédiate d'après-colonisation de nommer des conseillers techniques européens et du personnel de soutien cède progressivement la place à un accent accru sur la formation, le renforcement des capacités et la consolidation institutionnelle. Troisièmement, la réticence à intervenir lorsque des violations des droits de l'homme sont commises est remplacée par des interventions ciblées qui sont largement compatibles avec la doctrine internationalement reconnue de la responsabilité de protéger (R2P). Quatrièmement, il y a une reconnaissance croissante de la nécessité d'améliorer la coordination de l'assistance fournie aux pays africains. Cinquièmement, il y a eu un changement d'un accent presque exclusif placé sur les relations bilatérales à une acceptation d'appuyer les institutions et les initiatives régionales africaines. Une grande part de cette évolution est soutenue par le cadre énoncé dans la stratégie commune Afrique-UE de décembre 2007.

La stratégie commune Afrique-UE définit une feuille de route pour une collaboration efficace entre l'Union européenne et le continent africain dans huit domaines prioritaires, qui tous ont des implications directes sur la sécurité. Il est important de noter que cette stratégie ne définit pas la totalité des relations entre les pays africains et leurs partenaires européens. Les pays européens, en particulier les anciennes puissances coloniales, conservent encore des programmes bilatéraux et régionaux (fondés sur la langue) avec les nations africaines.

La stratégie commune Afrique-UE est conçue pour soutenir : (a) des sommets réguliers de haut niveau et des réunions (p. ex., la réunion des ministres de la Défense UE-Afrique) ; (b) des contacts/échanges institutionnels périodiques ; (c) l'établissement du réseau de recherche de la politique Europe-Afrique afin de renseigner l'analyse de la politique de manière objective ; (d) l'établissement d'une représentation diplomatique Union africaine / Union européenne à Bruxelles et à Addis-Abeba, respectivement et (e) la création de groupes d'experts communs pour la résolution collaborative de problèmes.

Depuis son établissement, la stratégie commune Afrique-UE a été la base de l'intervention importante dans les questions de sécurité en Afrique. Un appui important a été fourni à l'Union africaine, ainsi qu'à des organisations régionales comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Un renforcement des capacités et un appui institutionnel ont été fournis aux militaires nationaux et régionaux et des établissements de formation de la police à travers le continent. Ce cadre de travail a également facilité l'appui pour les opérations de paix en Afrique, comme la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Il a également aidé l'UE à mettre en forme son soutien aux stratégies régionales comme la politique de l'UE sur la Corne de l'Afrique de décembre 2009.

Bien que cette approche ait été un changement bienvenu, la coordination relativement faible et un processus trop bureaucratique ont limité l'efficacité de la stratégie. En outre, l'utilisation de plusieurs instruments de financement a, dans certains cas, contribué à de la redondance, de la duplication et du gaspillage. Il y a eu aussi un manque de coordination entre les programmes de l'UE et les programmes financés par les nations européennes individuelles. En dépit de ces défis, l'accent sur la sécurité humaine, sur le renforcement des capacités et sur la consolidation institutionnelle a fourni des gains tangibles et positifs.

### **Questions à discuter :**

- Comment évaluez-vous les partenariats actuels liés à la sécurité entre l'Union européenne et les pays africains ?
- Qu'est-ce qui explique l'évolution des relations entre l'Union européenne et les pays africains dans les domaines de la gestion des conflits, des opérations de soutien de la paix et de la formation / du renforcement des capacités ?
- Comment pourriez-vous évaluer la stratégie commune Afrique-UE ?
- Comment les pays africains doivent-ils tirer le meilleur parti de leur partenariat avec l'Union européenne ?

### **Lecture recommandée :**

Barrios, Cristina. « La coopération de l'UE avec l'Union africaine : Problèmes et potentiel », Synthèses de politique FRIDE N° 51, juillet 2010.

## Séance plénière 18 : La Chine en Afrique

**Format :** Séance plénière  
Groupes de discussion

### **Objectifs :**

- Analyser l'évolution des relations entre la Chine et le continent africain
- Discuter de la nature et de la portée de la collaboration entre la Chine et l'Afrique
- Déterminer comment les partenariats de la Chine avec l'Afrique abordent les besoins de sécurité

### *La Chine*

Le commerce Chine-Afrique a atteint 200 milliards de dollars en 2015, ce qui en fait le plus important partenaire commercial de l'Afrique. Mais, alors que la Chine devient de plus en plus engagée en Afrique, elle a également commencé à lier la sécurité du continent avec la prospérité de la Chine, un sérieux départ de la célèbre politique étrangère de la Chine de non-ingérence dans les affaires intérieures. L'accent accru de la Chine sur la sécurité découle de la nécessité de protéger les investissements contre les désorganisations et le dommage causés par le conflit, mais également, les citoyens chinois travaillant sur les projets et la réputation mondiale de la Chine.<sup>31</sup>

Récemment, la Chine a augmenté sa participation dans le maintien de la paix des Nations Unies. Parmi les 3 000 soldats dans des missions de maintien de la paix des Nations Unies, environ 85 % sont en Afrique ; 50 % d'entre eux le sont dans des missions de maintien de la paix au Soudan du Sud et au Darfour.<sup>32</sup> Au Soudan du Sud, la Chine a également consacré son tout premier bataillon d'infanterie à une mission de la paix des Nations Unies et a été active dans le processus de médiation dans le conflit interne ; inhabituellement, elle est également une membre de la commission de suivi et d'évaluation commune, qui surveille l'accord de 2015 pour résoudre le conflit au Soudan du Sud.<sup>33</sup> Le conflit interne du Soudan du Sud a été particulièrement inquiétant pour la Chine, compte tenu du niveau de la violence et de ses investissements dans le pays : il y a 50 sociétés chinoises, 7 000 ressortissants chinois (y compris les Casques bleus) et une association d'affaires chinoises à Juba.

### **Questions à discuter :**

- Quels sont les aspects essentiels des relations de sécurité de la Chine avec l'Afrique ?
- Est-ce que les partenariats de la Chine liés à la sécurité abordent les priorités en matière de sécurité de l'Afrique ?
- Quelles sont les motivations de la Chine dans la fourniture d'une aide à l'Afrique en matière de sécurité ?

- Comment l'Afrique peut-elle tirer le meilleur parti des partenariats de la Chine liés à la sécurité ?

**Lectures recommandées :**

Vasselier Abigaël, « la politique étrangère chinoise au Soudan du Sud : la vue du sol, » mémoire sur la Chine vol. 16 N° : 13, The Jamestown Foundation, le 22 août 2016, pages 15-19.

([http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=45658&#.V8nPpfR-70](http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=45658&#.V8nPpfR-70)).

Bruno Hellendorff, « La Chine en Afrique de l'Ouest : Un modèle de partenariat durable ? » *Note d'analyse du GRIP*, 26 novembre 2013, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/1134>

## Séance plénière 19 : Partenaires externes émergents

**Format :** Séance en table ronde  
Groupes de discussion

### **Objectif :**

- Discuter des nouveaux partenaires dans l'aide à la sécurité extérieure de l'Afrique
- Interroger les motivations des partenaires dans l'aide à la sécurité extérieure de l'Afrique
- Évaluer comment de nouveaux partenaires aident à aborder les défis de la sécurité de l'Afrique

### **Contexte :**

Des partenaires non traditionnels dans l'aide à la sécurité jouent maintenant un rôle plus important dans la fourniture d'aide à la sécurité. Mettre l'accent sur la Turquie, l'Inde et les États du golfe montre l'hétérogénéité de l'Afrique dans les relations internationales et les intérêts stratégiques des différents partenaires.

#### *La Turquie*

La Somalie est un élément central de la politique africaine de la Turquie ; elle vise à la distinguer des autres partenaires externes en prouvant son engagement en Somalie. En effet, la visite du président Recep Tayyip Erdoğan en 2011 a été la première visite d'un leader non africain en 20 ans.<sup>34</sup> Promouvoir une politique de « diplomatie humanitaire. »<sup>35</sup> L'engagement de la Turquie avec la Somalie est considéré comme mettant en lumière un autre type d'aide, un type montrant un engagement de partenariat. À ce stade, l'engagement de la Turquie a continué malgré les attaques d'Al-Shabaab qui ont tué les fonctionnaires et le personnel diplomatique à Turkish Airlines (qui ont eu lieu en 2011, 2013 et 2015) ; l'attaque de 2015 a eu lieu juste avant la visite du président Erdogan. Mais, l'intérêt de la Turquie est aussi une stratégie de diversification de sa dépendance à l'égard du Moyen-Orient, d'augmenter son profil international et d'élargir ses relations avec les communautés musulmanes de l'Afrique.<sup>36</sup>

#### *L'Inde*

L'intérêt de l'Inde en Afrique est étroitement lié à ses intérêts dans l'océan Indien, à la lutte contre le terrorisme depuis le Pakistan et l'Afghanistan et à sa quête de réforme de la gouvernance mondiale. Une grande partie de son intérêt en Afrique se trouve sur les côtes est et sud. En particulier, la Tanzanie, l'île Maurice, les Seychelles, le Mozambique et l'Afrique du Sud, qui bordent l'océan Indien, sont stratégiquement importants pour l'Inde. Non seulement la région de l'Océan indien a récemment découvert des réserves de pétrole et de gaz, mais elle sert aussi de passerelle maritime importante. Dans le cadre de ces partenariats, l'Inde a établi des relations de sécurité maritime avec l'île Maurice, le

Mozambique et les Seychelles ; depuis 2000 et elle a patrouillé dans la zone économique exclusive de l'île Maurice avec les garde-côtes mauriciens. De plus en plus, le Sahel et la Somalie sont importants, car des rapports au sujet de terroristes pakistanais et afghans utilisant l'Afrique comme des terrains d'entraînement affectent la sécurité de l'Inde. Sur la gouvernance mondiale, l'Afrique est d'une importance stratégique pour l'Inde, car elle poursuit son programme de réforme de l'Organisation des Nations unies, en particulier le Conseil de sécurité, afin de tenir compte de plus de représentation venant de l'hémisphère sud. Ici, l'Inde investit fortement dans le maintien de la paix : parmi les 7 676 soldats indiens, 80 pour cent sont déployés dans les missions des Nations Unies au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo. L'Inde a également versé 1 million de dollars à l'AMISOM.<sup>37</sup>

### *Les États du golfe*

Les États du golfe ont établi des rôles dans le maintien de la paix, cultivé des liens avec des groupes extrémistes et entraîné l'Afrique dans des relations entre les États du golfe. Le Qatar, plus que d'autres États du golfe, a joué le rôle d'un médiateur dans les conflits africains. Plus particulièrement, le Qatar a convoqué les parties en conflit au Darfour, ce qui a donné lieu à l'Accord de Doha 2011. En même temps, les Qataris et les Saoudiens ont soutenu des groupes qui avaient été associés à des groupes extrémistes dans le Sahel et en Somalie.<sup>38</sup> Enfin, les fissures dans les relations entre les États du golfe se reflètent dans la politique étrangère de l'Afrique. Comme l'Arabie saoudite a intensifié son intervention dans la guerre civile du Yémen, Djibouti, le Soudan et la Somalie ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'Iran, alors que l'Érythrée loue ses ports et avec le Sénégal et en Somalie, envoie des troupes pour combattre au nom de l'Arabie Saoudite. En échange de cette aide, les pays espèrent relever les défis économiques, causés par les sanctions internationales, la guerre et des ressources naturelles limitées. Plus récemment, la coalition dirigée par les Saoudiens pour isoler et sanctionner le Qatar pour soutenir des groupes extrémistes a été suivie par le retrait d'un certain nombre d'ambassadeurs africains du Qatar.<sup>39</sup>

### **Questions à discuter :**

- Est-ce que les approches d'aide à la sécurité par de nouveaux acteurs diffèrent de celles des partenaires externes traditionnels ?
- Quels sont les avantages et les inconvénients des différentes approches ?
- Comment ces acteurs affectent-ils la résolution de conflits à travers le continent ?

### **Lectures recommandées :**

Waheguru Pal Singh Sidhu, « L'Afrique : The indispensable continent for India ? »

Focus sur l'Afrique, Brookings, le 3 novembre 2015.

<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2015/11/03/africa-the-indispensable-continent-for-india/>

David Shinn, « L'engagement de la Turquie en Afrique subsaharienne : Changement d'alliances et diversification stratégique », Chatham House, septembre 2015.

Elise Barthet, « La Turquie, puissance montante en Afrique, » *Le Monde*, 4 mars 2016 ([http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/03/04/la-turquie-puissance-montante-en-afrique\\_4876962\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/03/04/la-turquie-puissance-montante-en-afrique_4876962_3212.html)).

Lidet Tadesse Shiferaw, « Le rôle des États du Golfe dans la paix et la sécurité et le développement en Afrique subsaharienne, » Istituto Affair Internazionali, *Document de travail* 16, 19 août 2016. <http://www.iai.it/sites/default/files/iaiw1619.pdf>.



## **Groupe de discussion - Étude de cas : Coordination et mobilisation de l'assistance pour l'Afrique**

**Format :** Exercice de groupe de discussion

### **Objectifs :**

- Pour donner l'occasion aux participants d'appliquer des concepts d'intérêts stratégiques et des priorités de sécurité
- Pour identifier les cadres de travail afin d'identifier comment l'assistance à la sécurité internationale peut être utilisée le plus efficacement

### **Contexte :**

Au cours de cette session, les participants seront axés sur la fourniture de la formation au maintien de la paix de la part du gouvernement des États-Unis aux États africains.

À partir de 2008 à 2014, le gouvernement des États-Unis soutient qu'il a formé plus de 250 000 militaires africains comme Casques bleus, dépensant plus de 1 milliard de dollars. Très probablement, des programmes comme l'Initiative de réponse en cas de crise en Afrique (ACRI), le programme ACOTA d'assistance et de formation aux opérations de secours en Afrique et l'Initiative mondiale sur les opérations de paix (GPOI) pouvait réclamer un certain crédit pour l'augmentation du nombre de Casques bleus africains en Afrique et dans le monde. Actuellement, presque la moitié de tous les Casques bleus sont africains. Néanmoins, cette impressionnante capacité de l'Afrique n'a pas éliminé la nécessité d'une formation externe avant le déploiement des missions de paix. En fait, les Casques bleus africains ont été incapables de s'adapter à la formation qu'ils reçoivent de la part du gouvernement des États-Unis et d'ailleurs.<sup>40</sup>

### **Questions à discuter :**

1. Comment la formation au maintien de la paix des États-Unis peut-elle être utilisée plus efficacement en Afrique ? Comment les États africains pourraient-ils en bénéficier ? Comment cela pourrait-il bénéficier aux États-Unis ?
2. Considérer la recommandation que les forces armées africaines doivent se concentrer sur la « formation des formateurs » : quels sont les obstacles auxquels sont confrontés les États africains pour maintenir la capacité des Casques bleus ?
3. Identifier certaines réformes institutionnelles / stratégies auxquelles les États africains peuvent faire appel pour garantir que la formation au maintien de la paix demeure à jour et pertinente.

### **Lecture obligatoire :**

Daniel Hampton, « Création de capacités de maintien de la paix durable en Afrique », CESA, avril 2014. <https://africacenter.org/publication/creating-sustainable-peacekeeping-capability-in-africa/>. (disponible en français et portugais).



## **Exercice de restitution : Coordination et mobilisation de l'assistance pour l'Afrique**

Chaque groupe de discussion aura l'occasion d'informer la séance sur les principaux points de discussion à partir du module « Partenariats externes. »

Pendant le groupe de discussion avant le briefing, les participants choisiront un porte-parole et un président, pour orienter la discussion. Il peut également être utile de sélectionner un preneur de notes.

Les participants doivent concentrer leur briefing sur les trois questions suivantes :

*Question commune :*

Quels sont les avantages et les inconvénients de la relation actuelle avec les partenaires externes ?

*Groupe 1 :*

Qu'est-ce qu'un partenariat réussi entre l'Afrique et les donateurs externes et les institutions implique ?

*Groupe 2 :*

Quelles qualités ou caractéristiques de leadership seront les plus utiles pour s'assurer que la relation entre l'Afrique et les partenaires externes est réussie ?

*Groupe 3 :*

Est-ce que refuser de l'aide provenant de partenaires externes met en danger la relation stratégique ? Est-ce qu'un refus de l'aide peut contribuer à une relation plus solide ? Expliquer pourquoi ou pourquoi pas.

*Groupe 4 :*

Comment les partenaires externes peuvent-ils travailler en collaboration pour assurer que le partenariat avec les États africains est productif ?

Chaque présentateur aura entre 5 à 7 minutes pour présenter les conclusions du groupe de discussion. Le briefing n'exige pas une présentation PowerPoint ; il s'agit d'un briefing oral.

Après que toutes les présentations sont entendues, le reste des membres de la séance auront la chance de discuter le module.

---

<sup>1</sup> M. Salim Ahmed Salim dans « Africa Faces Peace, Leadership and Governance Challenges », Africa News Service, 2 juillet 2002.

<sup>2</sup> Général de brigade Daniel K. Frimpong, « Appendix Two », *Leadership and the Challenges of Command*, AFRAM Publications, (Accra : 2003), p. 156.

- 
- <sup>3</sup> Walter Odhiambo et Paul Kamau, « Public Procurement: Lessons From Kenya, Tanzania and Uganda », Centre de développement de l'OCDE, *Document de travail No. 208*, mars 2003 (<http://www.oecd.org/dataoecd/59/11/2503452.pdf>).
- <sup>4</sup> James Rees et Stephen J. Spignesi, « George Washington's Leadership Lessons: What the Father of Our Country Can Teach Us About Effective Leadership and Character », Wiley, 2007.
- <sup>5</sup> Paul Vickery, « Washington: A Legacy of Leadership », Harper Collins, 2011.
- <sup>6</sup> Richard C. Stazesky, « George Washington, Genius in Leadership », présentation faite en février 2000.
- <sup>7</sup> Morna, Colleen Lowe et Loveness Jambaya Nyakujarah, éditeurs, « Implementation » dans le *SADC Gender Protocol 2011 Barometer*, Johannesburg: Gender Links, 2011
- <sup>8</sup> Miranda Gaanderse, « Modèle de collecte de données », dans *La sécurité pour tous : Les bonnes pratiques de l'Afrique de l'Ouest en matière de genre dans le secteur de la sécurité*, Genève : DCAF : 2010
- <sup>9</sup> Kristin Valasek, « Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité », Boîte à outils « Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité », éditrices Megan Bastick et Kristin Valasek. Genève : DCAF, OSCE/ODIHR, UN-INSTRAW, 2008, p. 4. En ligne : <http://www.dcaf.ch/Publications/Security-Sector-Reform-and-Gender-Tool-1>
- <sup>10</sup> Jacob Zenn et Elizabeth Pearson, « Women, Gender and the evolving tactics of Boko Haram », *Journal of Terrorism Research*, février 2014.
- <sup>11</sup> « Our Job is to Shoot, Slaughter, and Kill': Boko Haram's Reign of Terror in North-East Nigeria », *Amnesty International*, avril 2015, <https://www.amnesty.org/en/documents/afr44/1360/2015/en/>.
- <sup>12</sup> Krista London Couture, « A Gendered Approach to Countering Violent Extremism: Lessons Learned from Women in Peacebuilding and Conflict Prevention Applied Successfully in Bangladesh and Morocco », Center for 21st Century Security and Intelligence at Brookings, Policy Paper, juillet 2014.p. 10; Naureen Chowdhury Fink, Rafia Barakat and Liat Shetret, « The Roles of Women in Terrorism, Conflict, and Violent Extremism: Lessons for the United Nations and International Actors,» Center on Global Counterterrorism Cooperation, avril 2013.
- <sup>13</sup> Voir Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC, 2008), Le trafic de stupéfiants : une menace contre la sécurité en Afrique de l'Ouest.
- <sup>14</sup> Global Terrorism Database, 2016. <http://www.start.umd.edu/gtd/>
- <sup>15</sup> « Nigeria row over militant killing », *BBC*, 31 juillet 2009. En ligne à l'adresse : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8178820.stm>
- <sup>16</sup> Freedom C. Onuoha and Temilola A. George, *Boko Haram's use of Female Suicide Bombing in Nigeria*, Al Jazeera Center for Studies, Doha : 17 mars 2015. <http://studies.aljazeera.net/ResourceGallery/media/Documents/2015/3/18/20153189319985734Boko-Harams-Female.pdf>.
- <sup>17</sup> EnoughProject, « South Sudan », <https://enoughproject.org/conflicts/south-sudan>
- <sup>18</sup> Crisis Group, « Central African Republic: The Roots of Violence », *Africa Report* No. 230, 21 septembre 2105. <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/230-central-african-republic-the-roots-of-violence.pdf>; Africa Confidential, « Central African Republic: Concealing Disappointment », Vol. 58, no. 9, 28 avril 2017 ; Africa Confidential, « Militias change gear as violence surges », Vol. 58, no. 11, 26 mai 2017 ; <https://www.africa-confidential.com>.
- <sup>19</sup> Mo Ibrahim Foundation, 2016 Ibrahim Index of African Governance: A Decade of African Governance 2006-2016, <http://mo.ibrahim.foundation/iiag/>.
- <sup>20</sup> Crisis Group, « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », *Africa Report* No. 250, 2 août 2017. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads> ; Yonathan L. Morse, « **Cameroun has been in crisis for six months. Here's what you need to know,** » *The Washington Post*, 2 juin 2017. [https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/06/02/cameroon-has-been-in-crisis-for-six-months-heres-what-you-need-to-know/?utm\\_term=.2172068e0f69](https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/06/02/cameroon-has-been-in-crisis-for-six-months-heres-what-you-need-to-know/?utm_term=.2172068e0f69)
- <sup>21</sup> Crisis Group, « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », *Africa Report* No. 250, 2 août 2017. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads> ; Atkei Seta Caxton, « Le dilemme anglophone au Cameroun : Le besoin de dialogue et de réforme », *Conflit Tendances*, 21 juillet 2017. <http://www.accord.org.za/conflict-trends/anglophone-dilemma-cameroon/>
- <sup>22</sup> Human Rights Watch, « Mozambique: Prominent Opposition Leader Killed », 11 octobre 2016. <https://www.hrw.org/news/2016/10/11/mozambique-prominent-opposition-leader-killed> ; « Mozambique Opposition Leader Vows to Sign Peace Deal by November », *VOA*, 31 août 2017. <https://www.voanews.com/a/mozambique-opposition-leader-vows-sign-peace-deal-november/4010432.html>.
- <sup>23</sup> Internal Displacement Monitoring Center, Tom Bowker, Simon Kamm et Aurelio Sambo, « Mozambique's Invisible Civil War », *Foreign Policy*, 6 mai 2016 . <http://foreignpolicy.com/2016/05/06/mozambiques-invisible-civil-war-renamo-frelimo-dhlakama-nyusi/>
- <sup>24</sup> Michael Drager, « French Military Education in Africa: New Cooperation Possibilities for the United States? », 29 avril 2016, *Security Assistance Blog*, <http://securityassistance.org/our-work/blog/author/26264>
-

- 
- <sup>25</sup> Nations Unies, « Stronger United Nations Partnership with African Union Possible Due to Revamped Regional Arrangements, Security Council Presidential Statement Says », 24 mai 2016 (<http://www.un.org/press/en/2016/sc12370.doc.htm>)
- <sup>26</sup> James McGann, « 2016 Global Go To ink Tank Index Report », 26 janvier 2016, Université de Pennsylvanie, [http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1011&context=think\\_tanks](http://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1011&context=think_tanks)
- <sup>27</sup> Asteris Huliaras, « Evangelical Roots of U.S. Foreign Policy », 5 décembre 2008.
- <sup>28</sup> Mark A. Stein, « Anti-Apartheid Protests Spread Across the U.S. », 25 avril 1985, *LA Times*. [http://articles.latimes.com/1985-04-25/news/mn-12143\\_1\\_protests-spread](http://articles.latimes.com/1985-04-25/news/mn-12143_1_protests-spread).
- <sup>29</sup> Ben Radley, « Western Advocacy Groups and (Class) Conflict in the Congo », *Review of African Political Economics*, 16 février 2016. <http://roape.net/2016/02/16/western-advocacy-groups-and-conflict-in-the-congo/>
- <sup>30</sup> Adam Taylor, « Was #Kony2012 a failure? » *Washington Post*, 16 décembre 2014. [https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/12/16/was-kony2012-a-failure/?utm\\_term=.70619f2959c6](https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2014/12/16/was-kony2012-a-failure/?utm_term=.70619f2959c6).
- <sup>31</sup> Chris Alden, « Seeking security in Africa: China's evolving approach to the African Peace and Security Architecture », *Noref Report*, mars 2014.
- <sup>32</sup> Opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
- <sup>33</sup> Abigaël Vasselier, « Chinese Foreign Policy in South Sudan: the View from the Ground », *China Brief* Volume : 16 Numéro : 13, The Jamestown Foundation, 22 août 2016, p 15-19
- <sup>34</sup> David Shinn, « Turkey's Engagement in Sub-Saharan Africa: Shifting Alliances and Strategic Diversification », Chatham House, septembre 2015.
- <sup>35</sup> Saferworld, juin 2015
- <sup>36</sup> David Shinn.
- <sup>37</sup> Prakhar Gupta, « Modi's Africa Visit: Toward Greater Cooperation in Maritime Security », *The Diplomat*, 18 juillet 2016. <http://thediplomat.com/2016/07/modis-africa-visit-toward-greater-cooperation-in-maritime-security/> ; Waheguru Pal Singh Sidhu, « Africa: The indispensable continent for India? » *Africa in Focus*, Brookings, 3 novembre 2015. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2015/11/03/africa-the-indispensable-continent-for-india/> ; Brookings India, "India and Africa: Forging a Strategic Partnership," Octobre 2015. <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2015/10/india-africa-briefing-book-brookings-india.pdf>
- <sup>38</sup> Lidet Tadesse Shiferaw, « The Role of Gulf States in Peace and Security and Development in Sub-Saharan Africa », Istituto Affari Internazionali, *Working Paper 16*, 19 août 2016. <http://www.iai.it/sites/default/files/iaiw1619.pdf>.
- <sup>39</sup> Rashid Abdi, « A Dangerous Gulf in the Horn: How the Inter-Arab Crisis is Fuelling Regional Tensions, » Crisis Group, 3 août 2017. <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/dangerous-gulf-horn-how-inter-arab-crisis-fuelling-regional-tensions>; Hamza Mohamed, « Africa and the Gulf crisis: the peril of picking sides », *Aljazeera*. 15 juin 2017. <http://www.aljazeera.com/news/2017/06/africa-gulf-crisis-peril-picking-sides-170615100929852.html>
- <sup>40</sup> Daniel Hampton, « Création de capacités de maintien de la paix durable en Afrique », CESA, avril 2014. <https://africacenter.org/publication/creating-sustainable-peacekeeping-capability-in-africa/>.